

## RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente de l'information importante au sujet de nos activités et de notre performance pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016 ainsi que de l'information prospective au sujet de périodes futures. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le troisième trimestre de 2016 et les notes y afférentes, préparés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), avec notre rapport de gestion annuel 2015, nos états financiers consolidés audités de 2015 et les notes y afférentes, qui ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards* ou les « IFRS ») publiées par l'IASB, ainsi qu'avec les autres documents récents, dont notre notice annuelle, déposés auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes et américaines et publiés sur SEDAR, à [sedar.com](http://sedar.com) ou sur EDGAR, à [sec.gov](http://sec.gov), respectivement.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur Rogers, notamment sur son offre de produits et services, son marché concurrentiel et les tendances du secteur, ainsi que sur sa stratégie fondamentale, il y a lieu de se reporter aux rubriques « Comprendre nos activités », « Notre stratégie » et « Capacité à produire des résultats » de notre rapport de gestion annuel 2015. Pour en savoir davantage sur nos objectifs et principaux moteurs de la performance, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Principaux moteurs de la performance et faits saillants stratégiques » de notre rapport de gestion annuel de 2015.

Dans le présent rapport de gestion, tous les montants présentés en dollars sont en dollars canadiens, sauf indication contraire. Toutes les variations en pourcentage sont calculées en fonction de nombres arrondis, tels qu'ils sont présentés dans les tableaux. Le présent rapport de gestion est daté du 16 octobre 2016 et a été approuvé par le comité d'audit et de risque de notre conseil d'administration (le « conseil ») à cette date. Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et des hypothèses. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir de plus amples renseignements.

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et « la Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de ses filiales. RCI détient également des participations dans divers placements et entreprises.

La Société est inscrite à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Dans le présent rapport de gestion, les expressions « trimestre considéré » et « trimestre à l'étude » s'entendent de la période de trois mois close le 30 septembre 2016; l'expression « depuis le début de l'exercice » désigne la période de neuf mois close à la même date. Sauf indication contraire, tous les commentaires concernant les résultats comparatifs ont trait aux périodes correspondantes de 2015 ou au 31 décembre 2015, selon le cas.

## Secteurs à présenter

Nous présentons nos résultats selon quatre secteurs. Le tableau suivant présente chacun de ces secteurs ainsi que la nature de leurs activités :

Secteur	Principales activités
Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie pour les entreprises et les consommateurs canadiens.
Solutions d'Affaires	Connectivité réseau au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique et au centre de données afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseau, d'hébergement et d'infonuagique aux entreprises canadiennes de petite, moyenne et grande envergure et aux administrations gouvernementales, ainsi que des services de gros aux autres entreprises de télécommunications.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des activités de télédiffusion, de radiodiffusion, de chaînes spécialisées, d'achat multiplateforme, d'édition, de divertissement et de médias sportifs, et de médias numériques.

Les secteurs Sans-fil, Cable et Solutions d'Affaires sont exploités par notre filiale en propriété exclusive, Rogers Communications Canada Inc. (« RCCI ») et certaines de nos autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et ses filiales.

## Table des matières

Faits saillants stratégiques	3	Engagements et obligations contractuelles	28
Sommaire des résultats financiers consolidés	5	Évolution de la réglementation	28
Principales variations des résultats financiers par rapport à 2015	6	Mise à jour sur les risques et les incertitudes	29
Résultats de nos secteurs à présenter	7	Estimations et méthodes comptables critiques	31
Revue de la performance consolidée	15	Prévisions financières	32
Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières	19	Indicateurs clés de performance	32
Aperçu de la situation financière	23	Mesures non conformes aux PCGR	33
Situation financière	24	Information complémentaire	37
Gestion des risques financiers	24	À propos des énoncés prospectifs	39

## Faits saillants stratégiques

### Nouveau président et chef de la direction

Rogers a annoncé que Guy Laurence, président et chef de la direction, quitte immédiatement son poste. La Société a également annoncé que Joseph Natale sera nommé président et chef de la direction dès qu'il sera en mesure de se joindre à Rogers. Alan Horn, président du conseil d'administration, exercera dans l'intérim les fonctions de président et chef de la direction.

### Rogers 3.0

Rogers 3.0 est un plan pluriannuel à l'aide duquel nous voulons :

- relancer la croissance de nos revenus de façon durable;
- miser sur nos solides antécédents en matière de produits de façon à dégager des marges et des flux de trésorerie disponibles élevés de même qu'un bon rendement sur nos actifs et, ultimement, à accroître les rendements en faveur de nos actionnaires.

Nous nous attendons à ce que les occasions d'augmenter notre performance ne manquent pas, notamment pour :

- bonifier encore l'expérience client;
- demeurer un chef de file et continuer sur notre lancée dans le secteur Sans-fil;
- renforcer notre offre dans le secteur Cable;
- stimuler la croissance dans le marché Affaires.

### Bonifier l'expérience client

Les améliorations que nous avons apportées à l'expérience client jouent un rôle déterminant dans la baisse du taux d'attrition des services facturés de Sans-fil. Au cours du trimestre à l'étude, nous avons abaissé de 5 points de base le taux d'attrition des services facturés par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, lequel s'est chiffré à 1,26 %, soit le taux d'attrition le plus bas pour un troisième trimestre depuis 2013. Il s'agit du quatrième trimestre d'amélioration de suite pour cet indicateur.

Nous sommes déterminés à améliorer les options en libre-service. Au cours du trimestre considéré, les opérations en libre-service à l'égard de la marque Rogers ont augmenté de 65 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'engagement le plus récent de Rogers pour améliorer l'expérience client par l'entremise de la technologie libre-service prend la forme d'un nouvel outil de gestion des données lancé en octobre 2016. Grâce à ce nouvel outil, les clients de Partagez tout prennent en charge la gestion complète de leur utilisation de données sans fil en temps réel. Selon notre offre, le titulaire du compte peut répartir le lot de données comprises dans le forfait entre les membres de la famille en configurant des alertes personnalisées pour chacun d'eux, et ce, sans frais et sans devoir appeler le service à la clientèle.

### Demeurer un chef de file et continuer sur notre lancée dans le secteur Sans-fil

Nos forfaits irrésistibles, l'amélioration de l'expérience client et les meilleurs réseaux dans leur catégorie sont autant de facteurs qui ont favorisé l'essor de notre secteur Sans-fil. Au cours du trimestre à l'étude, les produits tirés des services sans fil et les ajouts nets d'abonnés aux services facturés ont affiché la plus forte croissance depuis 2010, et notre résultat d'exploitation ajusté s'est amélioré par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le cinquième trimestre de suite, Sans-fil a considérablement accru les ajouts nets d'abonnés aux services facturés, qui se sont chiffrés à 114 000 : c'est 37 000 ajouts nets de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une hausse de près de 50 % sur douze mois.

### Améliorer le secteur Cable en tirant profit de la puissance de l'Internet

Les tendances en matière d'abonnés s'améliorent dans le secteur Cable grâce à la vive popularité du service Internet Élan, notamment du service Internet Gigabit Élan.

La composition des produits de Cable continue d'évoluer vers des services d'accès Internet à marge supérieure. Nous avons dégagé une croissance à deux chiffres des produits tirés des services d'accès Internet pour un cinquième trimestre d'affilée. Les ajouts nets d'abonnés du trimestre considéré se sont chiffrés à 39 000, soit 15 000 de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent; il s'agit du plus grand nombre d'ajouts nets depuis 2011.

Plus de 40 % de notre clientèle résidentielle abonnée aux services d'accès Internet bénéficie d'un forfait de 100 mégabits par seconde ou plus et la majorité des nouveaux abonnés à Internet souscrivent à de telles vitesses. D'ici la fin de 2016, nous prévoyons offrir le service Internet Gigabit Élan sur l'ensemble de notre réseau par câble, qui compte plus de 4 millions de foyers, et ce, moyennant un investissement supplémentaire de moins de 50 \$ par foyer par année. Nous augmenterons la capacité à mesure que la demande de vitesse croîtra en engageant annuellement de nouvelles dépenses d'investissement fondées sur le résultat, ce qui nous permettra de dégager des rendements attrayants pour nos actionnaires.

Les consommateurs continuent de porter un intérêt grandissant à la télé 4K. D'ici la fin de 2016, nous prévoyons avoir offert environ 100 événements sportifs en direct au format 4K. La résolution 4K de haute qualité et nos services de télévision par IP (IPTV) dont le lancement est prévu exigent beaucoup de bande passante. Or, le réseau de fibre coaxiale hybride de Rogers est déjà en mesure de fournir la bande passante nécessaire. À mesure que s'accroît le nombre de téléviseurs 4K et d'appareils de vidéo en continu dans les foyers, la demande de haut débit binaire renforce les avantages au chapitre de la vitesse et de la capacité que possède notre réseau de fibre coaxiale hybride par rapport aux réseaux traditionnels des entreprises du secteur des télécommunications qui nous livrent concurrence. Nous sommes en bonne position pour renforcer progressivement les tendances en matière d'abonnés grâce aux services de télévision améliorés, y compris IPTV.

### **Stimuler la croissance dans le marché Affaires**

Rogers est actuellement sous-indexée sur le marché en croissance des services aux entreprises. En juillet 2016, nous avons lancé Rogers Unisson, un système de communications entièrement géré et véritablement mobile destiné aux petites entreprises. Ce produit permet aux utilisateurs de se servir de manière transparente de différents appareils tandis que l'entreprise réalise des économies en s'affranchissant des téléphones de bureau traditionnels. Les premières ventes ont dépassé nos attentes et avec l'offre récente de Rogers Unisson aux moyennes et grandes entreprises, nous possédons un produit capable de répondre à tous les besoins du marché de la téléphonie d'affaires, estimé à 2,2 milliards de dollars. L'apport du marché des affaires devrait augmenter avec la promotion de l'efficacité de nos solutions pour entreprises.

## Sommaire des résultats financiers consolidés

(en millions de dollars, sauf les marges et les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Produits						
Sans-fil	<b>2 037</b>	1 973	3	<b>5 858</b>	5 670	3
Cable	<b>865</b>	871	(1)	<b>2 591</b>	2 610	(1)
Solutions d'Affaires	<b>95</b>	94	1	<b>288</b>	282	2
Media	<b>533</b>	473	13	<b>1 596</b>	1 519	5
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	<b>(38)</b>	(27)	41	<b>(141)</b>	(119)	18
<b>Produits</b>	<b>3 492</b>	3 384	3	<b>10 192</b>	9 962	2
Résultat d'exploitation ajusté						
Sans-fil	<b>884</b>	879	1	<b>2 493</b>	2 485	–
Cable	<b>431</b>	416	4	<b>1 239</b>	1 232	1
Solutions d'Affaires	<b>31</b>	31	–	<b>93</b>	86	8
Media	<b>79</b>	58	36	<b>120</b>	116	3
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	<b>(40)</b>	(39)	3	<b>(112)</b>	(113)	(1)
<b>Résultat d'exploitation ajusté <sup>1</sup></b>	<b>1 385</b>	1 345	3	<b>3 833</b>	3 806	1
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée <sup>1</sup>	<b>39,7 %</b>	39,7 %	–	<b>37,6 %</b>	38,2 %	(0,6) pts
Bénéfice net	<b>220</b>	464	(53)	<b>862</b>	1 082	(20)
Bénéfice de base par action	<b>0,43 \$</b>	0,90 \$	(52)	<b>1,67 \$</b>	2,10 \$	(20)
Bénéfice dilué par action	<b>0,43 \$</b>	0,90 \$	(52)	<b>1,67 \$</b>	2,09 \$	(20)
Résultat net ajusté <sup>1</sup>	<b>427</b>	472	(10)	<b>1 117</b>	1 159	(4)
Résultat par action de base ajusté <sup>1</sup>	<b>0,83 \$</b>	0,92 \$	(10)	<b>2,17 \$</b>	2,25 \$	(4)
Résultat par action dilué ajusté <sup>1</sup>	<b>0,83 \$</b>	0,91 \$	(9)	<b>2,16 \$</b>	2,24 \$	(4)
Entrées d'immobilisations corporelles	<b>549</b>	571	(4)	<b>1 748</b>	1 667	5
Flux de trésorerie disponibles <sup>1</sup>	<b>598</b>	660	(9)	<b>1 313</b>	1 402	(6)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	<b>1 185</b>	1 456	(19)	<b>2 904</b>	2 797	4

<sup>1</sup> Le résultat d'exploitation ajusté, la marge bénéficiaire opérationnelle ajustée, le résultat net ajusté, le résultat par action de base ajusté, le résultat par action dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

## Principales variations des résultats financiers par rapport à 2015

### Produits

Les produits tirés des services de Sans-fil se sont accrus de 6 % au cours du trimestre à l'étude et de 5 % depuis le début de l'exercice en raison de l'augmentation du nombre d'abonnés et de l'adoption soutenue des forfaits facturés *Partagez tout* de Rogers générateurs de PMPC plus élevés.

Les produits de Cable ont baissé de 1 % pour le trimestre considéré et depuis le début de l'exercice en raison de la diminution du nombre d'abonnés aux services de télévision au cours de l'exercice; cette diminution a été en partie compensée par la croissance du nombre d'abonnés aux services d'accès Internet, la migration générale des clients des services d'accès Internet vers des services offrant des vitesses et des capacités supérieures et l'incidence des changements de la tarification pour la plupart des produits.

Les produits de Solutions d'Affaires ont augmenté de 1 % pour le trimestre considéré et de 2 % depuis le début de l'exercice, car la croissance des services de prochaine génération sur réseaux possédés, y compris la hausse des produits tirés de nos centres de données, a plus qu'annulé la poursuite du recul prévu des produits tirés des services traditionnels hors réseau à marge inférieure.

Les produits de Media ont connu une hausse de 13 % au cours du trimestre considéré et de 5 % depuis le début de l'exercice en raison principalement de la croissance constante des produits tirés des événements sportifs, en partie contrebalancée par la diminution des produits tirés de la publicité radiodiffusée, imprimée et télédiffusée conventionnelle.

### Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté de Sans-fil a augmenté de 1 % pour le trimestre à l'étude et d'un pourcentage négligeable depuis le début de l'exercice sous l'effet de la hausse des produits tirés des services décrite ci-dessus, en partie annulée par les coûts plus importants associés aux volumes accrus et au taux de subventionnement plus élevé des appareils.

Le résultat d'exploitation ajusté de Cable s'est accru de 4 % pour le trimestre à l'étude et de 1 % depuis le début de l'exercice, grâce à la croissance des produits tirés des services d'accès Internet mentionnée ci-dessus et à la baisse des charges opérationnelles; ces facteurs ont été annulés en partie par la baisse des produits tirés des services de télévision et de téléphonie.

Le résultat d'exploitation ajusté de Solutions d'Affaires a été stable pendant le trimestre, car la hausse des produits mentionnée ci-dessus a été contrebalancée par celle des coûts liés aux services. Son augmentation de 8 % depuis le début de l'exercice est attribuable à la hausse des produits.

Le résultat d'exploitation ajusté de Media a augmenté de 36 % pour le trimestre à l'étude et de 3 % depuis le début de l'exercice, car l'accroissement des produits décrit ci-dessus a été partiellement annulé par l'augmentation des charges opérationnelles.

### Bénéfice net et résultat net ajusté

Le bénéfice net a diminué de 53 % pour le trimestre considéré et de 20 % depuis le début de l'exercice en raison de l'accroissement des coûts liés aux investissements, qui comprenaient la réduction de valeur du placement et le coût estimatif des obligations résiduelles liées à la liquidation de notre coentreprise shomi, d'autres pertes nettes sur les dessaisissements liés à des placements et la hausse des frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges; ces facteurs ont été en partie compensés par l'augmentation du résultat d'exploitation ajusté et la baisse de l'impôt sur le résultat.

Si le résultat net ajusté a diminué de 10 % pour le trimestre considéré et de 4 % depuis le début de l'exercice, c'est parce que les autres profits sur les placements comptabilisés aux périodes correspondantes de 2015 avaient été plus élevés, facteur dont l'effet a été en partie compensé par la hausse du résultat d'exploitation ajusté de l'exercice en cours.

## Résultats de nos secteurs à présenter

### SANS-FIL

#### Résultats financiers de Sans-fil

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2016 <sup>1</sup>	2015	Variation en %	2016 <sup>1</sup>	2015	Variation en %
Produits						
Produits tirés des services	<b>1 878</b>	1 776	6	<b>5 400</b>	5 155	5
Produits tirés du matériel	<b>159</b>	197	(19)	<b>458</b>	515	(11)
Produits	<b>2 037</b>	1 973	3	<b>5 858</b>	5 670	3
Charges opérationnelles						
Coût du matériel	<b>469</b>	460	2	<b>1 363</b>	1 276	7
Autres charges opérationnelles	<b>684</b>	634	8	<b>2 002</b>	1 909	5
Charges opérationnelles	<b>1 153</b>	1 094	5	<b>3 365</b>	3 185	6
Résultat d'exploitation ajusté	<b>884</b>	879	1	<b>2 493</b>	2 485	–
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée exprimée en pourcentage des produits tirés des services	<b>47,1 %</b>	49,5 %	(2,4) pts	<b>46,2 %</b>	48,2 %	(2,0) pts
Entrées d'immobilisations corporelles	<b>161</b>	195	(17)	<b>549</b>	631	(13)

<sup>1</sup> Les résultats d'exploitation de Mobilicity sont compris dans les résultats de Sans-fil depuis la date d'acquisition, c'est-à-dire le 2 juillet 2015.

#### Résultats d'abonnements de Sans-fil<sup>1</sup>

(en milliers, sauf les taux d'attrition, les PMPC des services facturés et les PMPA mixtes)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Services facturés						
Ajouts bruts d'abonnés	<b>432</b>	399	33	<b>1 085</b>	989	96
Ajouts nets d'abonnés	<b>114</b>	77	37	<b>193</b>	75	118
Total des abonnés aux services facturés <sup>2</sup>	<b>8 464</b>	8 240	224	<b>8 464</b>	8 240	224
Attrition (mensuelle)	<b>1,26 %</b>	1,31 %	(0,05) pts	<b>1,19 %</b>	1,25 %	(0,06) pts
PMPC (mensuels)	<b>121,39 \$</b>	113,34 \$	8,05 \$	<b>116,52 \$</b>	110,27 \$	6,25 \$
Services prépayés						
Ajouts bruts d'abonnés	<b>238</b>	218	20	<b>589</b>	498	91
Ajouts nets d'abonnés	<b>67</b>	77	(10)	<b>73</b>	48	25
Total des abonnés aux services prépayés <sup>2,3</sup>	<b>1 679</b>	1 579	100	<b>1 679</b>	1 579	100
Attrition (mensuelle)	<b>3,49 %</b>	3,08 %	0,41 pts	<b>3,57 %</b>	3,55 %	0,02 pts
PMPA mixtes (mensuels)	<b>62,30 \$</b>	61,02 \$	1,28 \$	<b>60,32 \$</b>	59,86 \$	0,46 \$

<sup>1</sup> Le nombre d'abonnés, le taux d'attrition, les PMPC des services facturés et les PMPA mixtes sont des indicateurs clés de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

<sup>2</sup> À la clôture de la période.

<sup>3</sup> Le 2 juillet 2015, nous avons fait l'acquisition d'environ 154 000 abonnés aux services sans fil prépayés dans le cadre de notre acquisition de Mobilicity.

#### Produits tirés des services

L'augmentation de 6 % des produits tirés des services enregistrée au cours du trimestre à l'étude et celle de 5 % depuis le début de l'exercice découlent des facteurs suivants :

- un nombre d'abonnés accru aux services facturés et aux services prépayés;
- l'adoption soutenue des forfaits économiques *Partagez tout* de Rogers. Ces forfaits génèrent des PMPC des services facturés plus élevés, regroupent diverses fonctions supplémentaires et les appels interurbains, offrent la possibilité de combiner l'utilisation des données sur plusieurs appareils et donnent accès à nos autres produits et services tels que *Partout chez vous*, *GameCentre LIVE* de la LNH par Rogers, *Spotify* et *Texture par Next Issue*.

L'augmentation de 7 % des PMPC des services facturés du trimestre à l'étude et de 6 % depuis le début de l'exercice s'explique par l'adoption soutenue des forfaits *Partagez tout* de Rogers qui, eu égard au nombre de comptes d'abonnés, font en sorte que les abonnés ont profité de plus en plus des offres à tarification additionnelle et de leurs forfaits à partager et y accèdent à partir de plusieurs appareils qui sont tous rattachés au même compte.

Les PMPA mixtes ont augmenté de 2 % au cours du trimestre considéré et de 1 % depuis le début de l'exercice en raison de ce qui suit :

- l'accroissement des produits tirés des services mentionné plus haut;
- atténué par l'augmentation globale des ajouts nets d'abonnés aux services prépayés au cours de l'exercice.

En outre, l'augmentation observée depuis le début de l'exercice a été contrée en partie par les retombées de l'accroissement, par suite de l'acquisition de Mobilicity, du nombre d'abonnés aux services prépayés générateurs de PMPA mixtes moins élevés par rapport à l'ensemble des abonnés.

À notre avis, l'accroissement des ajouts bruts et nets d'abonnés aux services facturés et la baisse du taux d'attrition des services facturés pour le trimestre à l'étude et depuis le début de l'exercice découlent de notre stratégie visant la bonification de l'expérience client grâce à des offres à valeur accrue comme les forfaits *Partagez tout*, au perfectionnement de notre service à la clientèle et à l'amélioration constante de la qualité de notre réseau.

### **Produits tirés du matériel**

La baisse de 19 % des produits tirés du matériel pour le trimestre considéré et celle de 11 % depuis le début de l'exercice découlent des éléments suivants :

- l'augmentation des subventions moyennes accordées aux clients qui ont acheté leur appareil;
- un plus petit nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants, la baisse s'étant chiffrée à 5 % pour le trimestre considéré;
- facteurs contrebalancés en partie par les ajouts bruts d'abonnés plus élevés.

### **Charges opérationnelles**

#### *Coût du matériel*

La hausse de 2 % du coût du matériel au cours du trimestre considéré et celle de 7 % depuis le début de l'exercice découlent essentiellement de ce qui suit :

- une migration des ventes d'appareils vers des téléphones intelligents à coût plus élevé;
- des ajouts bruts d'abonnés plus élevés;
- facteurs atténués par la diminution du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants, mentionnée ci-dessus.

#### *Autres charges opérationnelles*

Les autres charges opérationnelles ont augmenté de 8 % pour le trimestre à l'étude en raison des facteurs suivants :

- la hausse des coûts des services;
- l'accroissement des coûts de publicité;
- l'augmentation des commissions attribuable surtout à la hausse des ajouts bruts.

L'augmentation de 5 % des autres charges opérationnelles depuis le début de l'exercice a également été contrée en partie par la baisse des commissions.

### **Résultat d'exploitation ajusté**

La hausse de 1 % du résultat d'exploitation ajusté pour le trimestre considéré et la hausse négligeable depuis le début de l'exercice s'expliquent par les variations des produits et des charges susmentionnées.



## CABLE

### Résultats financiers de Cable

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Produits						
Services d'accès Internet	381	344	11	1 117	995	12
Services de télévision	387	415	(7)	1 176	1 266	(7)
Services de téléphonie	95	110	(14)	293	343	(15)
Produits tirés des services	863	869	(1)	2 586	2 604	(1)
Produits tirés du matériel	2	2	–	5	6	(17)
Produits	865	871	(1)	2 591	2 610	(1)
Charges opérationnelles						
Coût du matériel	–	–	–	2	2	–
Autres charges opérationnelles	434	455	(5)	1 350	1 376	(2)
Charges opérationnelles	434	455	(5)	1 352	1 378	(2)
Résultat d'exploitation ajusté	431	416	4	1 239	1 232	1
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	49,8 %	47,8 %	2,0 pts	47,8 %	47,2 %	0,6 pts
Entrées d'immobilisations corporelles	255	244	5	801	722	11

### Résultats d'abonnements de Cable <sup>1</sup>

(en milliers)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Services d'accès Internet						
Ajouts nets d'abonnés	39	24	15	67	21	46
Nombre total d'abonnés aux services d'accès Internet <sup>2</sup>	2 115	2 032	83	2 115	2 032	83
Services de télévision						
Réductions nettes d'abonnés	(14)	(31)	17	(63)	(104)	41
Nombre total d'abonnés aux services de télévision <sup>2</sup>	1 833	1 920	(87)	1 833	1 920	(87)
Services de téléphonie						
Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés	5	(14)	19	–	(45)	45
Nombre total d'abonnés aux services de téléphonie <sup>2</sup>	1 090	1 105	(15)	1 090	1 105	(15)
Foyers branchés <sup>2</sup>	4 227	4 130	97	4 227	4 130	97
Nombre total d'abonnés <sup>3</sup>						
Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés	30	(21)	51	4	(128)	132
Nombre total d'abonnés <sup>2</sup>	5 038	5 057	(19)	5 038	5 057	(19)

<sup>1</sup> Le nombre d'abonnés est un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

<sup>2</sup> À la clôture de la période.

<sup>3</sup> Comprend les abonnés aux services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie.

### Produits

Les produits ont reculé de 1 % pour le trimestre à l'étude et de 1 % depuis le début de l'exercice, essentiellement par suite de ce qui suit :

- les réductions d'abonnés aux services de télévision au cours de l'exercice;
- facteur partiellement compensé par la hausse du nombre d'abonnés aux services d'accès Internet;
- l'incidence des modifications tarifaires appliquées au cours de l'exercice.

### **Produits tirés des services d'accès Internet**

L'augmentation de 11 % des produits tirés des services d'accès Internet au cours du trimestre à l'étude et de 12 % depuis le début de l'exercice est attribuable à ce qui suit :

- un nombre accru d'abonnés aux services d'accès Internet;
- une migration générale des clients vers des services offrant des vitesses et des capacités supérieures, comme les services d'accès Internet à large bande *Élan*;
- l'incidence des modifications tarifaires appliquées aux services d'accès Internet;
- facteurs partiellement contrebalancés par le recul des produits tirés de l'utilisation supplémentaire causé par la migration d'une partie des abonnés vers des forfaits à utilisation illimitée à valeur plus élevée.

### **Produits tirés des services de télévision**

Le recul de 7 % des produits tirés des services de télévision au cours du trimestre à l'étude et depuis le début de l'exercice s'explique par les facteurs suivants :

- la diminution du nombre d'abonnés aux services de télévision au cours de l'exercice;
- l'élargissement de l'offre de prix promotionnels aux abonnés;
- facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence des modifications tarifaires appliquées aux services de télévision au cours de l'exercice.

### **Produits tirés des services de téléphonie**

Les produits tirés des services de téléphonie ont reculé de 14 % au cours du trimestre à l'étude et de 15 % depuis le début de l'exercice en raison de ce qui suit :

- l'incidence des forfaits à tarifs réduits liés principalement aux offres groupées *Élan*;
- une diminution du nombre d'abonnés.

### **Charges opérationnelles**

Les charges opérationnelles ont diminué de 5 % au cours du trimestre considéré et de 2 % depuis le début de l'exercice en raison de ce qui suit :

- la baisse des coûts liés aux services et à la programmation, qui s'explique en partie par un crédit de fournisseur reçu au cours du trimestre à l'étude;
- l'évolution de la composition des produits vers des services d'accès Internet à marge supérieure au détriment de la télédiffusion conventionnelle;
- diverses mesures visant une hausse de l'efficacité et de la productivité;
- facteurs contrebalancés partiellement par des coûts de publicité accrus liés en partie à nos services d'accès Internet *Élan* et de télé 4K.

### **Résultat d'exploitation ajusté**

Le résultat d'exploitation ajusté a augmenté de 4 % pour le trimestre considéré et de 1 % depuis le début de l'exercice en raison des variations des produits et des charges susmentionnées.

## SOLUTIONS D'AFFAIRES

### Résultats financiers de Solutions d'Affaires

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2016 <sup>1</sup>	2015	Variation en %	2016 <sup>1</sup>	2015	Variation en %
Produits						
Activités de prochaine génération	<b>77</b>	71	8	<b>230</b>	214	7
Activités traditionnelles	<b>17</b>	22	(23)	<b>54</b>	65	(17)
Produits tirés des services	<b>94</b>	93	1	<b>284</b>	279	2
Produits tirés du matériel	<b>1</b>	1	–	<b>4</b>	3	33
Produits	<b>95</b>	94	1	<b>288</b>	282	2
Charges opérationnelles	<b>64</b>	63	2	<b>195</b>	196	(1)
Résultat d'exploitation ajusté	<b>31</b>	31	–	<b>93</b>	86	8
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	<b>32,6 %</b>	33,0 %	(0,4) pts	<b>32,3 %</b>	30,5 %	1,8 pts
Entrées d'immobilisations corporelles	<b>33</b>	41	(20)	<b>109</b>	122	(11)

<sup>1</sup> Les résultats d'exploitation d'Internetworking Atlantic Inc. sont compris dans les résultats de Solutions d'Affaires depuis sa date d'acquisition, soit le 30 novembre 2015.

#### Produits

Les produits tirés des services ont augmenté de 1 % au cours du trimestre à l'étude et de 2 % depuis le début de l'exercice en raison de la poursuite de la mise en œuvre de notre plan visant à accroître les produits tirés des services IP de prochaine génération à marge supérieure à partir des réseaux possédés ou proches, facteur contré par le déclin persistant de nos services traditionnels et hors réseau de transmission de la voix, tendance qui devrait se poursuivre alors que nous concentrons nos activités sur les occasions que présentent les réseaux possédés ou proches de prochaine génération et que les clients se tournent vers des solutions et services IP plus évolués et plus économiques.

Les services de prochaine génération, qui comprennent les activités de nos centres de données, ont représenté 82 % du total des produits tirés des services au cours du trimestre considéré (76 % en 2015) et 81 % depuis le début de l'exercice (77 % en 2015).

#### Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont augmenté de 2 % au cours du trimestre considéré en raison de la hausse des coûts liés aux services IP de prochaine génération à partir des réseaux possédés ou proches. La baisse de 1 % des charges opérationnelles depuis le début de l'exercice est attribuable aux diverses mesures prises en vue de hausser l'efficacité et la productivité, atténuées par l'augmentation des coûts des services, comme il en a été question plus haut.

#### Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté est demeuré stable pendant le trimestre considéré et a augmenté de 8 % depuis le début de l'exercice en raison des variations des produits et des charges mentionnées ci-dessus.

## MEDIA

### Résultats financiers de Media

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Produits	<b>533</b>	473	13	<b>1 596</b>	1 519	5
Charges opérationnelles	<b>454</b>	415	9	<b>1 476</b>	1 403	5
Résultat d'exploitation ajusté	<b>79</b>	58	36	<b>120</b>	116	3
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	<b>14,8 %</b>	12,3 %	2,5 pts	<b>7,5 %</b>	7,6 %	(0,1) pts
Entrées d'immobilisations corporelles	<b>12</b>	12	–	<b>43</b>	32	34

#### Produits

La hausse de 13 % des produits au cours du trimestre considéré et de 5 % depuis le début de l'exercice s'explique par ce qui suit :

- l'augmentation des produits tirés des événements sportifs sous l'effet de la vigueur affichée par Sportsnet, notamment en raison de la Coupe du monde de hockey présentée en septembre et du succès des Blue Jays de Toronto;
- facteur contré en partie par la baisse des produits tirés de la publicité imprimée, radiodiffusée et télédiffusée conventionnelle.

#### Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont augmenté de 9 % au cours du trimestre à l'étude et de 5 % depuis le début de l'exercice en raison de ce qui suit :

- la hausse des coûts liés aux événements sportifs;
- facteur atténué par la réduction des coûts de programmation de la télévision conventionnelle, de l'édition et de la radio en partie attribuable aux économies de coûts enregistrées par suite des efficacités opérationnelles et des licenciements réalisés au cours des deux premiers trimestres de 2016.

#### Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté a bondi de 36 % au cours du trimestre à l'étude en raison surtout de l'accroissement des produits liés aux sports. L'augmentation de 3 % depuis le début de l'exercice tient à la variation des produits et des charges décrite plus haut.

## ENTRÉES D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions de dollars, sauf l'intensité du capital)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Entrées d'immobilisations corporelles						
Sans-fil	<b>161</b>	195	(17)	<b>549</b>	631	(13)
Cable	<b>255</b>	244	5	<b>801</b>	722	11
Solutions d'Affaires	<b>33</b>	41	(20)	<b>109</b>	122	(11)
Media	<b>12</b>	12	–	<b>43</b>	32	34
Siège social	<b>88</b>	79	11	<b>246</b>	160	54
Total des entrées d'immobilisations corporelles <sup>1</sup>	<b>549</b>	571	(4)	<b>1 748</b>	1 667	5
Intensité du capital <sup>2</sup>	<b>15,7 %</b>	16,9 %	(1,2) pts	<b>17,2 %</b>	16,7 %	0,5 pts

<sup>1</sup> Les entrées d'immobilisations corporelles n'incluent pas les dépenses liées aux licences de spectre.

<sup>2</sup> L'intensité du capital est un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

### Sans-fil

La diminution des entrées d'immobilisations corporelles de Sans-fil au cours du trimestre à l'étude et depuis le début de l'exercice découle principalement des investissements supérieurs consacrés au réseau LTE pendant l'exercice précédent dans le but d'étendre la couverture et d'améliorer la capacité. Au 30 septembre 2016, le déploiement de notre réseau LTE de 700 MHz atteignait 91 % de la population canadienne (78 % au 31 décembre 2015). Le réseau LTE de 700 MHz fournit un signal de qualité supérieure dans les sous-sols, les ascenseurs et les bâtiments aux murs de béton épais. Le déploiement de l'ensemble de notre réseau LTE atteignait environ 95 % de la population canadienne au 30 septembre 2016 (93 % au 31 décembre 2015).

### Cable

L'accroissement des entrées d'immobilisations corporelles enregistré par Cable au cours du trimestre considéré et depuis le début de l'exercice découle d'une intensification des investissements dans les infrastructures de réseau en vue d'accroître encore la fiabilité et la qualité du réseau. Nous sommes d'avis que ces améliorations nous ont permis de prévoir les exigences de notre clientèle en matière de données, d'élargir la capacité de notre plateforme Internet pour que nous puissions offrir le service d'accès Internet Gigabit Élan à l'échelle de notre réseau par câble d'ici la fin de l'exercice et enfin, de poser les bases sur lesquelles reposera la réalisation d'IPTV.

### Solutions d'Affaires

La diminution des entrées d'immobilisations corporelles du secteur Solutions d'Affaires enregistrée au cours du trimestre à l'étude et depuis le début de l'exercice s'explique par les investissements effectués dans nos centres de données l'an dernier.

### Media

Les entrées d'immobilisations corporelles du secteur Media sont demeurées stables au cours du trimestre considéré. L'augmentation enregistrée depuis le début de l'exercice considéré découle d'investissements supérieurs effectués au cours de l'exercice dans nos plateformes numériques et nos installations de diffusion.

### Siège social

L'augmentation des entrées d'immobilisations corporelles liées au siège social au cours du trimestre à l'étude et depuis le début de l'exercice s'explique par la hausse des dépenses liées aux améliorations apportées à nos divers bureaux et par l'augmentation des investissements consacrés à la technologie de l'information.

**Intensité du capital**

L'intensité du capital a diminué au cours du trimestre à l'étude en raison de la baisse des entrées d'immobilisations corporelles au sein de nos secteurs Sans-fil et Solutions d'Affaires, comme il en a déjà été question. Depuis le début de l'exercice, l'intensité du capital a augmenté en raison de l'accroissement susmentionné des entrées d'immobilisations corporelles enregistré par notre siège social, conjugué à la hausse des produits décrite plus haut. Conformément à nos objectifs, que nous avons annoncés le 27 janvier 2016, nous prévoyons toujours une réduction des entrées d'immobilisations corporelles pour l'exercice.

## Revue de la performance consolidée

La présente rubrique analyse notre bénéfice net consolidé et d'autres charges qui n'ont pas été analysées au préalable.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Résultat d'exploitation ajusté <sup>1</sup>	<b>1 385</b>	1 345	3	<b>3 833</b>	3 806	1
Déduire (ajouter) :						
Rémunération fondée sur des actions	<b>18</b>	13	38	<b>45</b>	39	15
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	<b>575</b>	576	–	<b>1 721</b>	1 697	1
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	<b>55</b>	37	49	<b>126</b>	88	43
Charges financières	<b>188</b>	190	(1)	<b>573</b>	582	(2)
Autres charges (produits)	<b>220</b>	(59)	n. s.	<b>195</b>	(36)	n. s.
Impôt sur le résultat	<b>109</b>	124	(12)	<b>311</b>	354	(12)
<b>Bénéfice net</b>	<b>220</b>	464	(53)	<b>862</b>	1 082	(20)

n. s. : non significatif

<sup>1</sup> Le résultat d'exploitation ajusté est une mesure non conforme aux PCGR et ne doit pas être considéré comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure et sur la façon dont nous la calculons.

### Rémunération fondée sur des actions

Notre charge au titre de la rémunération fondée sur des actions, qui comprend des options sur actions (y compris des droits à l'appréciation d'actions), des unités d'actions de négociation restreinte et des unités d'actions différées, est habituellement attribuable aux éléments suivants :

- l'acquisition des droits aux options sur actions et aux unités d'actions;
- la fluctuation du cours des actions de catégorie B de RCI;
- facteurs contrebalancés par l'incidence de certains instruments de capitaux propres dérivés désignés pour couvrir une partie du risque d'appréciation de la valeur des actions à l'égard de nos programmes de rémunération fondée sur des actions. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des dérivés liés aux capitaux propres.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Incidence de l'acquisition des droits	<b>17</b>	14	<b>51</b>	43
Incidence des variations du cours	<b>23</b>	10	<b>46</b>	6
Dérivés liés aux capitaux propres, déduction faite des intérêts reçus	<b>(22)</b>	(11)	<b>(52)</b>	(10)
<b>Total de la rémunération fondée sur des actions</b>	<b>18</b>	13	<b>45</b>	39

### Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Amortissement des immobilisations corporelles	<b>550</b>	536	3	<b>1 645</b>	1 576	4
Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>25</b>	40	(38)	<b>76</b>	121	(37)
<b>Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, montant total</b>	<b>575</b>	576	–	<b>1 721</b>	1 697	1

Le montant total des amortissements est resté stable au cours du trimestre considéré et a augmenté depuis le début de l'exercice, principalement en raison :

- de l'augmentation globale des entrées d'immobilisations corporelles au cours des dernières années, ce qui a donné lieu à un nombre accru d'actifs amortissables;
- facteur en partie contrebalancé par la réduction de la valeur comptable nette des immobilisations incorporelles après la fin de l'amortissement de certaines de ces immobilisations.

### Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges

Pour le trimestre considéré et depuis le début de l'exercice, nous avons engagé des frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges de 55 millions de dollars et de 126 millions de dollars, respectivement (37 millions de dollars et 88 millions de dollars en 2015). Les frais du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016 correspondaient essentiellement à des indemnités de départ versées dans le cadre de la restructuration ciblée de nos effectifs et aux coûts liés à la liquidation et à la réorganisation de certaines activités. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice précédent, nous avons aussi engagé des coûts liés à la réorganisation de nos stations de télévision OMNI, à l'acquisition de Mobilicity et à l'achat d'une participation dans Glentel.

### Charges financières

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Intérêts sur les emprunts <sup>1</sup>	<b>185</b>	189	(2)	<b>573</b>	571	–
Intérêts sur les passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	<b>2</b>	3	(33)	<b>7</b>	8	(13)
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	<b>–</b>	–	–	<b>–</b>	7	(100)
Perte (profit) de change	<b>28</b>	3	n. s.	<b>(19)</b>	9	n. s.
Variation de la juste valeur des dérivés	<b>(24)</b>	2	n. s.	<b>18</b>	4	n. s.
Intérêts inscrits à l'actif	<b>(6)</b>	(9)	(33)	<b>(15)</b>	(24)	(38)
Autres	<b>3</b>	2	50	<b>9</b>	7	29
<b>Total des charges financières</b>	<b>188</b>	190	(1)	<b>573</b>	582	(2)

<sup>1</sup> Les intérêts sur les emprunts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et sur les emprunts à court terme relatifs à notre programme de titrisation des débiteurs.

#### Intérêts sur les emprunts

Les intérêts sur les emprunts ont été moins élevés pour le trimestre considéré en raison d'une diminution du principal sur l'encours de la dette. Depuis le début de l'exercice, les intérêts sur les emprunts ont augmenté de manière négligeable par suite de la hausse de l'encours de la dette par rapport à la période correspondante de 2015. Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » et « Situation financière » pour en savoir davantage sur notre dette et sur les charges financières connexes.

#### Autres charges (produits)

L'augmentation des autres charges (produits) pour le trimestre à l'étude et depuis le début de l'exercice s'explique principalement par les pertes en capitaux propres comptabilisées sur certaines de nos coentreprises. Au cours du trimestre considéré, nous avons annoncé notre décision de liquider notre coentreprise shomi à compter du 30 novembre 2016 et avons comptabilisé à cet effet une perte de 140 millions de dollars liée à la réduction de valeur du placement et au coût estimatif des obligations résiduelles de shomi. Par ailleurs, nous avons comptabilisé une perte nette de 50 millions de dollars sur les dessaisissements liés à des placements pendant le trimestre à l'étude. En 2015, nous avons comptabilisé un profit de 102 millions de dollars sur l'acquisition de Mobilicity; ce profit avait été en partie annulé par une perte de 72 millions de dollars correspondant à notre quote-part d'une obligation d'achat à la juste valeur d'une participation ne donnant pas le contrôle dans l'une de nos coentreprises.



## Impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf les taux d'impôt)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Taux d'impôt prévu par la loi	<b>26,6 %</b>	26,5 %	<b>26,6 %</b>	26,5 %
Bénéfice avant impôt sur le résultat	<b>329</b>	588	<b>1 173</b>	1 436
Charge d'impôt sur le résultat calculée	<b>87</b>	156	<b>312</b>	381
Augmentation (diminution) de l'impôt découlant de ce qui suit :				
Rémunération fondée sur des actions non déductible	<b>4</b>	2	<b>7</b>	2
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	–	–	<b>3</b>	6
Diminution du taux d'impôt qu'il est prévu d'appliquer à la résorption des différences temporaires	–	–	<b>(18)</b>	–
Profit sur acquisition non imposable	–	(27)	–	(27)
Tranche non imposable du gain en capital	<b>(2)</b>	–	<b>(7)</b>	–
Partie non déductible des pertes en capitaux propres	<b>19</b>	10	<b>16</b>	13
Autres éléments	<b>1</b>	(17)	<b>(2)</b>	(21)
Total de l'impôt sur le résultat	<b>109</b>	124	<b>311</b>	354
Taux d'impôt effectif	<b>33,1 %</b>	21,1 %	<b>26,5 %</b>	24,7 %
Impôt sur le résultat en trésorerie payé (reçu)	<b>59</b>	(66)	<b>214</b>	190

Pour le trimestre à l'étude, le taux d'impôt effectif était supérieur au taux prévu par la loi en raison essentiellement de pertes en capitaux propres non déductibles comptabilisées à l'égard de certains de nos placements. Quant au taux d'impôt effectif de la période écoulée depuis le début de l'exercice, il n'était pas significativement différent du taux prévu par la loi, car l'incidence fiscale des pertes en capitaux propres non déductibles a été compensé par la baisse du taux d'impôt applicable à certaines différences temporaires par suite d'un changement du mode de récupération prévu.

L'impôt sur le résultat en trésorerie payé au cours du trimestre considéré et depuis le début de l'exercice a augmenté en raison d'un remboursement de paiements d'acomptes provisionnels reçu au cours des périodes correspondantes de 2015, qui résultait de notre acquisition de Mobilicity.

## Bénéfice net

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Bénéfice net	<b>220</b>	464	(53)	<b>862</b>	1 082	(20)
Bénéfice de base par action	<b>0,43 \$</b>	0,90 \$	(52)	<b>1,67 \$</b>	2,10 \$	(20)
Bénéfice dilué par action	<b>0,43 \$</b>	0,90 \$	(52)	<b>1,67 \$</b>	2,09 \$	(20)

## Résultat net ajusté

La façon dont nous calculons le résultat net ajusté à partir du résultat d'exploitation ajusté se présente comme suit :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Résultat d'exploitation ajusté <sup>1</sup>	<b>1 385</b>	1 345	3	<b>3 833</b>	3 806	1
Déduire :						
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	<b>575</b>	576	–	<b>1 721</b>	1 697	1
Charges financières <sup>2</sup>	<b>188</b>	190	(1)	<b>573</b>	575	–
Autres charges (produits) <sup>3</sup>	<b>30</b>	(29)	n. s.	<b>44</b>	(6)	n. s.
Impôt sur le résultat <sup>4</sup>	<b>165</b>	136	21	<b>378</b>	381	(1)
<b>Résultat net ajusté <sup>1</sup></b>	<b>427</b>	472	(10)	<b>1 117</b>	1 159	(4)
Résultat par action de base ajusté <sup>1</sup>	<b>0,83 \$</b>	0,92 \$	(10)	<b>2,17 \$</b>	2,25 \$	(4)
Résultat par action dilué ajusté <sup>1</sup>	<b>0,83 \$</b>	0,91 \$	(9)	<b>2,16 \$</b>	2,24 \$	(4)

<sup>1</sup> Le résultat d'exploitation ajusté, le résultat net ajusté et le résultat par action de base ajusté et dilué ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

<sup>2</sup> Les charges financières ne tiennent pas compte d'une perte de 7 millions de dollars liée aux remboursements sur la dette à long terme pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015.

<sup>3</sup> Les autres charges du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016 ne tiennent pas compte d'une perte nette de 50 millions de dollars sur les dessaisissements liés à des placements et d'une perte de 140 millions de dollars sur la liquidation de notre coentreprise shomi. Celles de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016 ne tiennent pas compte non plus d'un profit de 39 millions de dollars inscrit à la vente d'un placement. Les autres produits du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2015 ne tenaient pas compte d'un profit de 102 millions de dollars inscrit à l'acquisition de Mobicity, ni d'une perte de 72 millions de dollars correspondant à notre quote-part d'une obligation d'achat à la juste valeur d'une participation ne donnant pas le contrôle dans l'une de nos coentreprises.

<sup>4</sup> L'impôt sur le résultat ne tient pas compte d'un recouvrement de 56 millions de dollars pour le trimestre considéré (recouvrement de 12 millions de dollars en 2015) et d'un recouvrement de 70 millions de dollars depuis le début de l'exercice (recouvrement de 33 millions de dollars en 2015) liés à l'incidence fiscale des éléments ajustés. Ces recouvrements ont été en partie annulés par des charges de 3 millions de dollars découlant des modifications apportées aux lois fiscales depuis le début de l'exercice (charges de 6 millions de dollars en 2015).

## Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières

### Activités opérationnelles, activités d'investissement et activités de financement

(en millions de dollars)	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes	
	2016	2015	2016	2015
		30 septembre		les 30 septembre
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	<b>1 367</b>	1 345	<b>3 718</b>	3 740
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	<b>117</b>	279	<b>32</b>	(115)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	<b>1 484</b>	1 624	<b>3 750</b>	3 625
Impôt en trésorerie (payé) reçu	<b>(59)</b>	66	<b>(214)</b>	(190)
Intérêts payés	<b>(240)</b>	(234)	<b>(632)</b>	(638)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	<b>1 185</b>	1 456	<b>2 904</b>	2 797
Activités d'investissement				
Entrées d'immobilisations corporelles	<b>(549)</b>	(571)	<b>(1 748)</b>	(1 667)
Entrées de droits de diffusion <sup>1</sup>	<b>(19)</b>	(19)	<b>(43)</b>	(37)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles et incorporelles <sup>1</sup>	<b>(42)</b>	(145)	<b>(147)</b>	(283)
Acquisitions et autres transactions stratégiques, déduction faite de la trésorerie acquise	<b>–</b>	(471)	<b>–</b>	(1 072)
Autres	<b>(11)</b>	(4)	<b>(4)</b>	(38)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	<b>(621)</b>	(1 210)	<b>(1 942)</b>	(3 097)
Activités de financement				
(Remboursements sur les) produit tiré des emprunts à court terme, montant net	<b>–</b>	(158)	<b>250</b>	17
(Remboursements) émission de titres d'emprunt à long terme, montant net	<b>(215)</b>	141	<b>(481)</b>	672
Produit tiré du (paiements versés au) règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme, montant net	<b>25</b>	–	<b>(17)</b>	154
Dividendes payés	<b>(247)</b>	(247)	<b>(741)</b>	(730)
Autres	<b>5</b>	–	<b>5</b>	–
(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités de financement	<b>(432)</b>	(264)	<b>(984)</b>	113
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (Avances bancaires) trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	<b>132</b>	(18)	<b>(22)</b>	(187)
	<b>(143)</b>	7	<b>11</b>	176
(Avances bancaires) trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	<b>(11)</b>	(11)	<b>(11)</b>	(11)

<sup>1</sup> Nous avons reclassé 74 millions de dollars des entrées de droits de diffusion à la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles et incorporelles pour le troisième trimestre de 2015. Ce reclassement n'a pas eu d'incidence sur les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement.

### Activités opérationnelles

La diminution de 19 % des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles pour le trimestre considéré est le résultat de la baisse des entrées nettes liées aux éléments hors trésorerie du fonds de roulement, de la hausse de l'impôt sur le résultat en trésorerie en raison du calendrier de versement des acomptes provisionnels et de l'augmentation des intérêts payés pour le trimestre à l'étude. Quant à l'augmentation de 4 % enregistrée depuis le début de l'exercice, elle s'explique par la diminution des intérêts payés et l'accroissement du financement net provenant des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, contrés en partie par l'augmentation de l'impôt sur le résultat en trésorerie payé.

## Activités d'investissement

### Entrées d'immobilisations corporelles

Au cours du trimestre considéré, nous avons consacré 549 millions de dollars aux entrées d'immobilisations corporelles, avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, soit un montant inférieur à celui du trimestre correspondant de 2015, et 1 748 millions de dollars depuis le début de l'exercice, soit un montant supérieur à celui de la période correspondante de 2015. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Entrées d'immobilisations corporelles » pour plus de précisions.

### Acquisitions et autres transactions stratégiques

Au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, nous avons consacré 471 millions de dollars aux acquisitions, principalement celle de Mobilicity et de certains magasins de concessionnaires. Nous avons aussi versé, à la période de neuf mois correspondante de l'exercice précédent, 27 millions de dollars au titre de l'acquisition des licences d'utilisation du spectre de 2 500 MHz, 102 millions de dollars pour le dernier paiement des licences d'utilisation du spectre de Shaw et 473 millions de dollars relativement à notre investissement dans Glentel.

## Activités de financement

### Titrisation des débiteurs

Le tableau ci-dessous et les paragraphes qui l'accompagnent résument l'activité de notre programme de titrisation des débiteurs pour le trimestre à l'étude et depuis le début de l'exercice.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Emprunts à court terme				
Produit tiré des emprunts à court terme	-	26	<b>295</b>	272
Remboursements sur les emprunts à court terme	-	(184)	<b>(45)</b>	(255)
(Remboursements sur les) produit tiré des emprunts à court terme, montant net	-	(158)	<b>250</b>	17

Au 30 septembre 2016, le total de notre financement aux termes du programme de titrisation s'établissait à 1 050 millions de dollars (800 millions de dollars au 31 décembre 2015).

En juillet 2016, nous avons modifié les modalités de notre programme de titrisation des débiteurs, notamment pour en reporter au 1<sup>er</sup> janvier 2019 l'expiration, auparavant fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

### Facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit

Les tableaux ci-dessous et les paragraphes qui l'accompagnent résument l'évolution de nos facilités de crédit bancaire renouvelable et non renouvelable pour le trimestre considéré et depuis le début de l'exercice.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 septembre 2016			Période de neuf mois close le 30 septembre 2016		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Émission de titres d'emprunt à long terme en dollars américains	<b>478</b>	<b>1,29</b>	<b>617</b>	<b>1 885</b>	<b>1,32</b>	<b>2 479</b>
Émission de titres d'emprunt à long terme en dollars canadiens			<b>625</b>			<b>815</b>
Total des émissions de titres d'emprunt à long terme			<b>1 242</b>			<b>3 294</b>
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme en dollars américains	<b>(605)</b>	<b>1,31</b>	<b>(792)</b>	<b>(1 124)</b>	<b>1,30</b>	<b>(1 460)</b>
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme en dollars canadiens			<b>(665)</b>			<b>(1 315)</b>
Total des remboursements sur les titres d'emprunt à long terme			<b>(1 457)</b>			<b>(2 775)</b>

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 septembre 2015			Période de neuf mois close le 30 septembre 2015		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Émission de titres d'emprunt à long terme en dollars canadiens			1 375			4 835
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme en dollars canadiens			(1 225)			(3 085)

Au 30 septembre 2016, le solde impayé de nos facilités de crédit renouvelable et non renouvelable totalisait 998 millions de dollars (soit 761 millions de dollars américains) (500 millions de dollars au 31 décembre 2015). Certains fonds ont été empruntés en dollars américains pour que nous puissions tirer avantage de l'écart de taux d'intérêt favorable; nous avons conclu des dérivés liés à la dette relativement à ces emprunts pour convertir la totalité des obligations de paiement d'intérêts et de principal en dollars canadiens (il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements).

Au 30 septembre 2016, des liquidités s'élevant à 2,5 milliards de dollars étaient disponibles aux termes de nos facilités de crédit bancaire, comme l'illustre le tableau ci-dessous. Chacune de ces facilités a pour unique garantie le cautionnement de RCCI et a égalité de rang avec la totalité de nos billets de premier rang et débentures.

(en millions de dollars)	Au 30 septembre <b>2016</b>	Au 31 décembre 2015
Total des liquidités disponibles aux termes des facilités de crédit renouvelable et des facilités de lettres de crédit	<b>3 568</b>	3 567
Ajouter (déduire) :		
Lettres de crédit en cours	<b>(68)</b>	(68)
Prélèvements	<b>(1 009)</b>	(500)
Liquidités disponibles - facilités de crédit bancaire	<b>2 491</b>	2 999

Le 1<sup>er</sup> avril 2016, nous avons modifié notre facilité de crédit renouvelable de 2,5 milliards de dollars pour, entre autres, en faire passer la date d'échéance de juillet 2019 à septembre 2020. En parallèle, nous avons aussi modifié la facilité de crédit non renouvelable de 1,0 milliard de dollars pour, entre autres, en faire passer la date d'échéance d'avril 2017 à avril 2018.

#### Billets de premier rang

Nous n'avons pas émis de nouveaux billets de premier rang au cours du trimestre à l'étude ni depuis le début de l'exercice. Le tableau qui suit présente un sommaire du remboursement de billets de premier rang effectués au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2016 et 2015.

(en millions de dollars) Date d'échéance	Trimestre clos le 30 septembre 2016		Période de neuf mois close le 30 septembre 2016	
	Montant notionnel (en \$ US)	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Montant notionnel (en \$ CA)
26 mai 2016	-	-	-	<b>1 000</b>

(en millions de dollars) Date d'échéance	Trimestre clos le 30 septembre 2016		Période de neuf mois close le 30 septembre 2016	
	Montant notionnel (en \$ US)	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Montant notionnel (en \$ CA)
15 mars 2015	-	-	550	702
15 mars 2015	-	-	280	357
Total	-	-	830	1 059

## Dividendes

Le tableau suivant indique les dates de déclaration et de versement des dividendes pour nos deux catégories d'actions.

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de versement	Dividende par action (en \$)	Dividendes payés (en millions de dollars)
27 janvier 2016	13 mars 2016	1 <sup>er</sup> avril 2016	0,48	247
18 avril 2016	12 juin 2016	4 juillet 2016	0,48	247
11 août 2016	11 septembre 2016	3 octobre 2016	0,48	247
28 janvier 2015	13 mars 2015	1 <sup>er</sup> avril 2015	0,48	248
21 avril 2015	12 juin 2015	2 juillet 2015	0,48	247
13 août 2015	11 septembre 2015	1 <sup>er</sup> octobre 2015	0,48	247
22 octobre 2015	11 décembre 2015	4 janvier 2016	0,48	247

## Flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Résultat d'exploitation ajusté <sup>1</sup>	<b>1 385</b>	1 345	3	<b>3 833</b>	3 806	1
Déduire (ajouter) :						
Entrées d'immobilisations corporelles <sup>2</sup>	<b>549</b>	571	(4)	<b>1 748</b>	1 667	5
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	<b>179</b>	180	(1)	<b>558</b>	547	2
Impôt sur le résultat en trésorerie <sup>3</sup>	<b>59</b>	(66)	n. s.	<b>214</b>	190	13
Flux de trésorerie disponibles <sup>1</sup>	<b>598</b>	660	(9)	<b>1 313</b>	1 402	(6)

<sup>1</sup> Le résultat d'exploitation ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

<sup>2</sup> Les entrées d'immobilisations corporelles ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences d'utilisation du spectre.

<sup>3</sup> L'impôt sur le résultat en trésorerie est présenté net des remboursements reçus.

Les flux de trésorerie disponibles ont diminué de 9 % pour le trimestre considéré en raison de l'accroissement de l'impôt sur le résultat en trésorerie causé par le remboursement d'acomptes provisionnels reçu au cours de la période correspondante de 2015 relativement à l'acquisition de Mobilicity, facteur en partie annulé par la hausse du résultat d'exploitation ajusté et la baisse des entrées d'immobilisations corporelles. La diminution de 6 % depuis le début de l'exercice s'explique par l'augmentation des entrées d'immobilisations corporelles en raison du calendrier des investissements dans notre réseau et par l'accroissement de l'impôt sur le résultat en trésorerie susmentionné, en partie compensés par la hausse du résultat d'exploitation ajusté.

# Aperçu de la situation financière

## États consolidés de la situation financière

(en millions de dollars)	Au 30 sept. 2016	Au 31 déc. 2015	Variation (en \$)	Variation (en %)	Explication des principales variations
<b>Actifs</b>					
<b>Actifs courants</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	–	11	(11)	(100)	Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour obtenir d'autres renseignements.
Débiteurs	1 889	1 792	97	5	Tient compte de l'augmentation des créances clients attribuable au caractère saisonnier et de la hausse des produits.
Stocks	270	318	(48)	(15)	Tient compte d'une diminution des stocks d'appareils sans fil.
Autres actifs courants	338	303	35	12	Tient compte d'une augmentation des charges payées d'avance liée essentiellement aux frais des licences d'utilisation de spectre de Sans-fil.
Partie courante des instruments dérivés	113	198	(85)	(43)	Tient compte des variations des valeurs de marché des dérivés liés à la dette et des dérivés liés aux dépenses essentiellement attribuables à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, ainsi qu'au règlement et à l'arrivée à échéance de certains dérivés dont il est question à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
<b>Total des actifs courants</b>	<b>2 610</b>	2 622	(12)	–	
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>11 096</b>	10 997	99	1	Tient compte des entrées d'immobilisations corporelles, contrebalancées par l'amortissement. Se reporter à la rubrique « Entrées d'immobilisations corporelles » pour obtenir d'autres renseignements.
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>7 151</b>	7 243	(92)	(1)	A trait à l'amortissement des immobilisations incorporelles.
Placements	2 185	2 271	(86)	(4)	Tient compte des pertes nettes sur les dessaisissements liés à des placements et de la liquidation de shomi, en partie compensées par des ajustements de la juste valeur de placements dans des sociétés ouvertes.
Instruments dérivés	1 767	1 992	(225)	(11)	Se reporter au poste « Partie courante des instruments dérivés » pour obtenir d'autres renseignements.
Autres actifs à long terme	112	150	(38)	(25)	Tient compte d'un reclassement des débiteurs à long terme dans les débiteurs à court terme.
Actifs d'impôt différé	10	9	1	11	n. s.
Goodwill	3 891	3 891	–	–	n. s.
<b>Total des actifs</b>	<b>28 822</b>	29 175	(353)	(1)	
<b>Passifs et capitaux propres</b>					
<b>Passifs courants</b>					
Avances bancaires	11	–	11	n. s.	Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour obtenir d'autres renseignements.
Emprunts à court terme	1 050	800	250	31	Tient compte du financement net reçu aux termes du programme de titrisation des débiteurs.
Créditeurs et charges à payer	2 668	2 708	(40)	(1)	Tient compte du recul des intérêts courus sur la dette à long terme par suite du calendrier des paiements.
Impôt sur le résultat à payer	213	96	117	122	Tient compte du calendrier des acomptes provisionnels.
Partie courante des provisions	146	10	136	1 360	Tient compte essentiellement d'une provision constituée pour certaines obligations qui devraient se présenter relativement à notre coentreprise shomi.
Produits constatés d'avance	355	388	(33)	(9)	Tient compte d'une baisse liée à un programme de fidélisation, contrée partiellement par une augmentation des dépôts de clients relativement aux Blue Jays de Toronto.
Partie courante de la dette à long terme	750	1 000	(250)	(25)	Tient compte de l'arrivée à échéance de nos billets de premier rang de 250 millions de dollars et de 500 millions de dollars en 2017, en partie compensée par le remboursement de billets de premier rang de 1 000 millions de dollars effectué pendant l'exercice.
Partie courante des instruments dérivés	94	15	79	n. s.	Tient compte des variations des valeurs de marché des contrats à terme sur obligations, des dérivés liés aux capitaux propres et des dérivés liés aux dépenses. Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour obtenir d'autres renseignements.
<b>Total des passifs courants</b>	<b>5 287</b>	5 017	270	5	
<b>Provisions</b>	<b>29</b>	50	(21)	(42)	n. s.
<b>Dette à long terme</b>	<b>15 177</b>	15 870	(693)	(4)	Tient compte principalement d'une réévaluation par suite de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et de l'arrivée à échéance des billets de premier rang de 750 millions de dollars au début de 2017, maintenant classés dans la dette courante; ces facteurs sont contrebalancés en partie par l'accroissement des prélèvements sur nos facilités de crédit. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir d'autres renseignements.
Instruments dérivés	219	95	124	131	Tient compte des variations des valeurs de marché des contrats à terme sur obligations, des dérivés liés à la dette et des dérivés liés aux dépenses essentiellement attribuables à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir d'autres renseignements.
Autres passifs à long terme	429	455	(26)	(6)	Tient compte d'une diminution du passif lié aux régimes de retraite faisant suite aux cotisations annuelles de l'employeur.
Passifs d'impôt différé	1 860	1 943	(83)	(4)	Tient compte principalement de la résorption de différences temporaires.
<b>Total des passifs</b>	<b>23 001</b>	23 430	(429)	(2)	
<b>Capitaux propres</b>	<b>5 821</b>	5 745	76	1	Tient compte des variations des résultats non distribués et des réserves liées aux capitaux propres.
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>28 822</b>	29 175	(353)	(1)	

## Situation financière

(en millions de dollars)	Au	Au
	30 septembre	31 décembre
	<b>2016</b>	2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie	–	11
Facilités de crédit bancaire	<b>2 491</b>	3 000
Programme de titrisation des débiteurs	–	250
<b>Total des liquidités disponibles</b>	<b>2 491</b>	3 261

En plus des sources de liquidités disponibles susmentionnées, nous détenons 999 millions de dollars de titres de capitaux propres négociables de sociétés cotées en bourse au 30 septembre 2016 (966 millions de dollars au 31 décembre 2015).

Au 30 septembre 2016, nos emprunts présentaient un coût de financement moyen pondéré de 4,59 % (4,82 % au 31 décembre 2015), et le terme moyen pondéré à l'échéance était de 10,3 années (10,8 années au 31 décembre 2015). Cette réduction comparative de notre taux d'intérêt moyen pondéré tient compte de l'incidence combinée des éléments suivants :

- l'émission en décembre 2015 de billets de premier rang à des taux d'intérêt moindres qu'auparavant;
- une utilisation accrue de nos facilités de crédit bancaire et de notre programme de titrisation de créances au 30 septembre 2016;
- le remboursement, en mai 2016, de billets de premier rang qui avaient été émis à des taux d'intérêt plus élevés.

Au 30 septembre 2016, les notations de crédit attribuées aux débentures et aux billets de premier rang de RCI en circulation se présentaient comme suit :

- Moody's Ratings Services : Baa1 avec perspective stable (inchangée);
- Standard and Poor's Ratings Services : BBB+ avec perspective stable (inchangée);
- Fitch Ratings : BBB+ avec perspective stable (inchangée).

## Gestion des risques financiers

La présente section doit être lue en parallèle avec la rubrique « Gestion des risques financiers » de notre rapport de gestion annuel de 2015. Nous avons recours à des instruments dérivés pour gérer les risques financiers liés à nos activités commerciales. Nous avons recours à des instruments dérivés aux seules fins de la gestion des risques, et non pas à des fins de spéculation. Nous gérons également notre exposition aux taux d'intérêt fixes et variables et, au 30 septembre 2016, nous avons fixé un taux d'intérêt sur 85,4 % de l'encours de notre dette, y compris les emprunts à court terme (90,3 % au 31 décembre 2015).

### Dérivés liés à la dette

Au cours du trimestre considéré et depuis le début de l'exercice, nous avons conclu des dérivés liés à la dette relativement aux prélèvements que nous avons effectués sur nos facilités de crédit par suite de l'écart de taux d'intérêt favorable obtenu sur nos emprunts libellés en dollars américains. Nous avons utilisé ces dérivés pour atténuer le risque de change et le risque de taux d'intérêt liés aux montants prélevés sur nos facilités de crédit libellées en dollars américains. En raison de la nature à court terme des dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit, nous ne les avons pas désignés à titre de couvertures à des fins comptables.



Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016, nous avons conclu et réglé des dérivés liés à la dette se rapportant aux prélèvements effectués sur nos facilités de crédit, comme l'illustre le tableau ci-dessous.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 septembre 2016			Période de neuf mois close le 30 septembre 2016		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette conclus	<b>2 939</b>	<b>1,30</b>	<b>3 827</b>	<b>6 736</b>	<b>1,30</b>	<b>8 777</b>
Dérivés liés à la dette réglés	<b>3 066</b>	<b>1,30</b>	<b>3 975</b>	<b>5 975</b>	<b>1,30</b>	<b>7 774</b>
Trésorerie nette (payée) reçue sur les dérivés liés à la dette			<b>(25)</b>			<b>17</b>

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2015, nous n'avons conclu aucun dérivé lié à la dette relativement aux prélèvements sur nos facilités de crédit. Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés à la dette.

### Contrats à terme sur obligations

Nous n'avons conclu aucun nouveau contrat à terme sur obligations ni n'avons réglé aucun contrat de ce type au cours du trimestre à l'étude ou depuis le début de l'exercice. Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos contrats à terme sur obligations.

### Dérivés liés aux dépenses

Au 30 septembre 2016, les échéances des dérivés liés aux dépenses en cours allaient d'octobre 2016 à décembre 2018 (de janvier 2016 à décembre 2017 au 31 décembre 2015).

Les tableaux ci-dessous résument l'activité relative à nos dérivés liés aux dépenses pour le trimestre considéré et depuis le début de l'exercice.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 septembre 2016			Période de neuf mois close le 30 septembre 2016		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés aux dépenses conclus	<b>60</b>	<b>1,27</b>	<b>76</b>	<b>750</b>	<b>1,34</b>	<b>1 002</b>
Dérivés liés aux dépenses réglés	<b>210</b>	<b>1,22</b>	<b>257</b>	<b>630</b>	<b>1,22</b>	<b>770</b>

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 septembre 2016			Période de neuf mois close le 30 septembre 2016		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés aux dépenses conclus	360	1,32	475	690	1,27	877
Dérivés liés aux dépenses réglés	225	1,12	252	585	1,11	649

Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux dépenses.

### Dérivés liés aux capitaux propres

Au 30 septembre 2016, nous avons conclu des dérivés liés aux capitaux propres à l'égard de 5,4 millions d'actions de catégorie B de RCI (5,7 millions au 31 décembre 2015) assorties d'un cours moyen pondéré de 50,30 \$ (50,37 \$ au 31 décembre 2015).

En août 2016, nous avons réglé 0,3 million de dérivés liés aux capitaux propres au prix moyen pondéré de 58,16 \$ par suite de la réduction du nombre d'unités de rémunération fondée sur des actions en cours.

En avril 2016, nous avons signé des accords de prorogation pour chacun de nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres selon des modalités essentiellement identiques, avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en avril 2017 (auparavant en avril 2016).

Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux capitaux propres.

### Évaluation à la valeur de marché

Nous comptabilisons nos dérivés selon leur évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit et calculée conformément aux IFRS.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Au 30 septembre 2016			
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	5 200	1,0401	5 409	1 814
En passifs	1 000	1,3382	1 338	(57)
Dérivés liés à la dette courante non comptabilisés comme des couvertures				
En passifs	761	1,3173	1 002	(4)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				1 753
Contrats à terme sur obligations comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En passifs			1 400	(217)
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	780	1,2618	984	37
En passifs	480	1,3828	664	(35)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés aux dépenses représentant un actif				2
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs			270	29
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				1 567
(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Au 31 décembre 2015			
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	5 900	1,0755	6 345	2 032
En passifs	300	1,3367	401	(4)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				2 028
Contrats à terme sur obligations comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En passifs	–	–	1 400	(91)
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	1 140	1,2410	1 415	158
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En passifs	–	–	286	(15)
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				2 080

## Dette nette ajustée et ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté

Nous utilisons la dette nette ajustée et le ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. La dette nette ajustée comprend la dette à long terme, les actifs ou passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, les emprunts à court terme et la trésorerie et les équivalents de trésorerie ou avances bancaires.

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au 30 septembre <b>2016</b>	Au 31 décembre 2015
Dette à long terme <sup>1</sup>	<b>16 030</b>	16 981
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit <sup>2</sup>	<b>(1 829)</b>	(2 180)
Emprunts à court terme	<b>1 050</b>	800
Avances bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie)	<b>11</b>	(11)
Dette nette ajustée <sup>3</sup>	<b>15 262</b>	15 590
Ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté <sup>3,4</sup>	<b>3,0</b>	3,1

<sup>1</sup> Compte tenu de la partie courante et de la partie à long terme de la dette à long terme avant toute réduction de la valeur comptable découlant de la méthode de l'acquisition, des coûts de transaction différés et des escomptes. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Rapprochement de la dette nette ajustée » de la section « Mesures non conformes aux PCGR » pour connaître le mode de calcul de ce montant.

<sup>2</sup> Nous estimons qu'il est souvent l'usage d'inclure dans le calcul de la dette nette ajustée et du ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté les dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit pour évaluer le niveau d'endettement de même qu'aux fins de l'évaluation à la valeur de marché et de l'exécution de transactions.

<sup>3</sup> La dette nette ajustée et le ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

<sup>4</sup> Le ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté est calculé en fonction du résultat d'exploitation ajusté des 12 derniers mois consécutifs.

En plus de la trésorerie et de ses équivalents au 30 septembre 2016 et au 31 décembre 2015 indiqués plus haut, nous détenons des titres négociables de sociétés cotées en bourse d'une valeur de 999 millions de dollars (966 millions de dollars au 31 décembre 2015).

Notre dette nette ajustée a diminué de 0,33 milliard de dollars depuis le 31 décembre 2015, en raison surtout d'une réduction de l'encours de la dette à long terme. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Aperçu de la situation financière » pour obtenir de plus amples renseignements. Notre cible à long terme de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté se situe dans une fourchette de 2,0 à 2,5.

## Actions ordinaires en circulation

	Au 30 septembre <b>2016</b>	Au 31 décembre 2015
Actions ordinaires en circulation <sup>1</sup>		
De catégorie A avec droit de vote	<b>112 414 092</b>	112 438 692
De catégorie B sans droit de vote	<b>402 394 033</b>	402 307 976
Total des actions ordinaires	<b>514 808 125</b>	514 746 668
Options d'achat d'actions de catégorie B sans droit de vote		
Options en circulation	<b>4 875 002</b>	4 873 940
Options en circulation exerçables	<b>2 205 418</b>	2 457 005

<sup>1</sup> Les porteurs de nos actions de catégorie B sans droit de vote ont le droit d'être convoqués à toute assemblée des actionnaires et d'y assister; toutefois, sauf dans la mesure prévue par la législation ou les règlements de marchés boursiers, ils n'ont pas de droit de vote lors d'une telle assemblée. Si une offre est déposée en vue d'acheter les actions de catégorie A avec droit de vote en circulation, aucune exigence en vertu de la législation applicable ou de nos actes constitutifs ne stipule qu'une offre doit être faite à l'égard des actions de catégorie B sans droit de vote en circulation et il n'y a aucune clause de protection à l'intention des actionnaires aux termes de nos actes constitutifs. Si une offre est déposée en vue d'acheter des actions des deux catégories d'actions, les modalités de l'offre peuvent être différentes pour les actions de catégorie A avec droit de vote et pour celles des actions de catégorie B sans droit de vote.

## Engagements et obligations contractuelles

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2015 pour obtenir un résumé de nos principales obligations aux termes d'accords contractuels fermes, notamment les engagements de paiements futurs découlant d'emprunts à long terme et de contrats de location simple, lesquels sont également analysés aux notes 16, 21 et 29 afférentes à nos états financiers consolidés audités annuels pour 2015.

Sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion, aucune modification significative n'a été apportée à nos principales obligations contractuelles, telles qu'elles sont présentées dans notre rapport de gestion annuel de 2015, depuis le 31 décembre 2015.

## Évolution de la réglementation

La réglementation d'importance qui influait sur nos activités en date du 11 février 2016 est présentée dans notre rapport de gestion annuel de 2015. Les principales modifications concernant la réglementation survenues depuis la publication dudit rapport de gestion sont présentées ci-dessous.

### Établissement des coûts et des tarifs des services d'accès Internet de gros

Le 31 mars 2016, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») a rendu publique sa décision faisant suite à l'examen des données pour l'établissement des coûts et du processus de demande relatif aux services d'accès haute vitesse de gros (Décision de télécom CRTC 2016-117). Le CRTC a déterminé que les tarifs de télécommunication de gros payés par des fournisseurs concurrents n'étaient plus appropriés et a exigé que tous les fournisseurs de services d'accès haute vitesse de gros déposent de nouvelles études de coûts présentant les tarifs proposés pour approbation définitive. Le CRTC a aussi rendu provisoires tous les tarifs d'accès Internet de gros actuellement approuvés à compter de la date de la décision. Le CRTC évaluera dans quelle mesure la rétroactivité, s'il y a lieu, s'appliquera quand de nouvelles études de coûts auront été présentées à l'appui des demandes visant la révision des tarifs pour des services d'accès haute vitesse de gros. Le 30 juin 2016, nous avons présenté au CRTC nos nouvelles études de coûts, dans lesquelles étaient exposés les tarifs proposés.

Le 6 octobre 2016, le CRTC a rendu publique son ordonnance de télécom 2016-396 qui réduit fortement les tarifs provisoires actuels des services d'accès haute vitesse de gros en ce qui concerne l'élément tarifaire couvrant les frais en fonction de la capacité de réseau, en attendant l'approbation des tarifs définitifs. Les réductions des tarifs provisoires sont entrées en vigueur à cette date. Le CRTC évaluera dans quelle mesure la rétroactivité, s'il y a lieu, s'appliquera quand les tarifs des services d'accès haute vitesse de gros seront établis de manière définitive.

### Examen par le CRTC du cadre des services de télécommunications filaires de gros

Le 20 septembre 2016, le CRTC a rendu publique sa décision (Décision de télécom CRTC 2016-379) de suivi de la politique réglementaire de télécom 2015-326 sur la mise en œuvre technique d'un nouveau service d'accès Internet de tiers (AIT) haute vitesse dégroupé, service qui permettra l'accès aux installations de fibre optique jusqu'au domicile stipulé dans la décision du 22 juillet 2015 du CRTC. Cette décision est conforme aux positions proposées par Rogers dans nos dépôts de documents. Les propositions tarifaires et les études de coûts qui les sous-tendent à l'égard de ce nouveau service devront être soumises le 21 novembre 2016.

### Distribution des services de télévision

Le 1<sup>er</sup> mars 2016, la première phase du mandat imposé par le CRTC aux distributeurs d'offrir un service de télévision d'entrée de gamme de base à 25 \$ par mois (matériel en sus) est entrée en vigueur. Depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016, nous offrons un service d'entrée de gamme de base composé de canaux canadiens locaux, des services obligatoires nationaux, du canal communautaire et des canaux des assemblées législatives provinciales et des principaux réseaux américains (4+1). Nous proposons aussi des forfaits plus petits à prix raisonnables composés de canaux spécialisés et de chaînes à supplément. D'ici au 1<sup>er</sup> décembre 2016, nous devons également offrir tous les canaux spécialisés et les chaînes à supplément « à la carte ».

Le 24 mai 2016, le CRTC a publié un avis de consultation (l'Avis de consultation de radiodiffusion CRTC 2016-197) annonçant la tenue d'une audience sur les demandes de renouvellement de licences des entreprises de distribution de radiodiffusion (les « EDR »), dont Rogers fait partie. L'audience, lors de laquelle Rogers a comparu les 7 et 8 septembre 2016, a passé en revue les pratiques de toutes les EDR détentrices de licences en ce qui concerne les

exigences relatives aux services d'entrée de gamme de base et aux assemblages souples mentionnées ci-dessus et entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2016.

### **Différenciation des prix relatifs aux forfaits de données Internet**

Le 18 mai 2016, le CRTC a amorcé une instance (l'Avis de consultation de télécom CRTC 2016-192) en vue d'examiner les questions de politique entourant le recours à des pratiques de différenciation des prix par les fournisseurs de services Internet canadiens dans le cadre de la fourniture de forfaits de données Internet. Cette instance découle d'une demande présentée par plusieurs parties concernant les pratiques de tarification empruntées par Vidéotron au moment d'offrir à ses clients de services mobiles sans fil le service Musique illimitée. Le CRTC a l'intention d'établir une politique de réglementation claire et transparente relativement aux pratiques de différenciation des prix à l'égard des forfaits de données Internet. L'instance comprend une audience avec comparution devant commencer le 31 octobre 2016.

### **Décision du CRTC sur la télévision locale et communautaire**

Le 15 juin 2016, le CRTC a rendu publique sa décision sur le cadre politique relatif à la télévision locale et communautaire (la Politique réglementaire de radiodiffusion CRTC 2016-224). Le CRTC a élaboré un nouveau modèle de contributions des EDR à la programmation canadienne, qui doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2017. Les contributions annuelles resteront fixées à 5 % des produits bruts annuels de radiodiffusion; cependant, jusqu'à 1,5 % de ce montant (c'était 2 % auparavant) pourra servir à financer la programmation des chaînes communautaires. De ces produits, une partie de 0,3 % doit désormais être attribuée au nouveau Fonds pour les nouvelles locales indépendantes destiné à financer les stations de télévision locales, tandis que le reste du financement continuera d'alimenter le Fonds des médias du Canada et les fonds de production indépendants. Cette décision donnera aux EDR qui exploitent des chaînes communautaires sur certains grands marchés comme Montréal, Toronto, Edmonton, Calgary ou Vancouver la possibilité de réallouer les produits tirés des chaînes communautaires de ces grands marchés au financement de la programmation de leurs chaînes communautaires sur les petits marchés ou au financement des nouvelles locales sur les chaînes de télévision (comme City, dans le cas de Rogers), si elles le souhaitent.

## **Mise à jour sur les risques et les incertitudes**

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2015 pour une analyse des risques et incertitudes significatifs susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur nos activités et nos résultats financiers au 11 février 2016, lesquels doivent être étudiés à la lumière du présent rapport de gestion trimestriel intermédiaire. Les litiges susceptibles de contribuer à ces risques et incertitudes sont les suivants :

### **Frais d'accès au système – Saskatchewan**

En 2004, un recours collectif a été intenté contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan. Le recours collectif a trait aux frais d'accès au système que les fournisseurs de services sans fil facturent à certains de leurs clients. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement de tous les frais d'accès au système déboursés.

En 2007, la Cour de la Saskatchewan a accueilli la proposition des demandeurs afin que la poursuite soit autorisée à titre de recours collectif avec option d'adhésion à l'échelle nationale dans le cadre duquel les clients concernés hors de la Saskatchewan doivent prendre des mesures précises pour prendre part aux procédures. En 2008, la requête de la Société visant une suspension de la poursuite en vertu de la clause d'arbitrage incluse dans les contrats de service sans fil a été acceptée. La Cour de la Saskatchewan a déclaré que son ordonnance visant l'autorisation de la poursuite excluait du recours collectif les clients liés par une clause d'arbitrage.

En 2009, les avocats des demandeurs ont entrepris une deuxième poursuite en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan au motif des mêmes allégations que dans la poursuite initiale. Si la demande est acceptée, cette deuxième poursuite serait une poursuite d'« option de refus ». En 2009, la Cour a ordonné la suspension conditionnelle de la deuxième poursuite parce que celle-ci constituait un abus de procédure.

En 2013, les demandeurs ont déposé une demande d'ordonnance pour que la deuxième poursuite visant les frais d'accès au système soit autorisée à aller de l'avant. Cependant, la Cour a rejeté la demande de prolongation et la deuxième poursuite demeure assujettie à une suspension conditionnelle.

Au moment où le recours collectif intenté en Saskatchewan a été engagé en 2004, des réclamations correspondantes ont été déposées auprès de plusieurs administrations au Canada bien que les demandeurs n'aient pris aucune mesure concrète. En 2014, la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse a refusé de suspendre ou de rejeter la réclamation correspondante intentée par les demandeurs en Nouvelle-Écosse pour cause d'abus de procédure. En avril 2015, la Cour d'appel de la Nouvelle-Écosse a suspendu définitivement la réclamation intentée en Nouvelle-Écosse. Les demandeurs demandent l'autorisation d'en appeler à la Cour suprême du Canada. La Cour du Banc de la Reine du Manitoba a suspendu inconditionnellement la réclamation correspondante intentée au Manitoba pour cause d'abus de procédure. La Cour d'appel du Manitoba a rejeté l'appel déposé par le demandeur à l'égard de cette décision. La Cour d'appel de la Colombie-Britannique a rendu une décision similaire. En 2015, la Cour du Banc de la Reine de l'Alberta a refusé de rejeter la réclamation correspondante intentée en Alberta. En octobre 2015, la Cour d'appel de l'Alberta a autorisé notre appel et rejeté la réclamation intentée en Alberta. Les demandeurs demandent l'autorisation d'en appeler à la Cour suprême du Canada des décisions rendues par les cours d'appel de la Nouvelle-Écosse, du Manitoba et de l'Alberta. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

### **Frais d'accès au système – Colombie-Britannique**

En décembre 2011, un recours collectif a été intenté en Colombie-Britannique contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en réponse aux frais d'accès au système que les fournisseurs de services sans fil facturent à certains de leurs clients. Le recours collectif avait trait, entre autres, à des allégations de fausses représentations contraires à la *Business Practices and Consumer Protection Act* de la Colombie-Britannique. Les demandeurs cherchaient notamment à obtenir des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. En juin 2014, la Cour a rejeté la demande de certification des demandeurs, déclarant que rien dans l'expression *frais d'accès au système* ne suggère qu'il s'agit de frais devant être remis au gouvernement. Un appel déposé par les demandeurs a été rejeté en 2015 par la Cour d'appel de la Colombie-Britannique, qui a estimé que la conclusion du juge de première instance était irréfutable. Les demandeurs ont interjeté appel auprès de la Cour suprême du Canada, mais cette dernière a rejeté la demande d'autorisation. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

### **Frais liés au service d'urgence 911**

En juin 2008, un recours collectif a été intenté en Saskatchewan contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada. La poursuite concerne des allégations, notamment, de rupture de contrat, de fausse déclaration et de publicité mensongère relativement aux frais du service 911 facturés par la Société et d'autres fournisseurs de services de communication sans fil au Canada. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. Les demandeurs tentent d'obtenir une ordonnance attestant que la poursuite constitue un recours collectif en Saskatchewan. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

### **Appareils cellulaires**

En juillet 2013, un recours collectif a été intenté en Colombie-Britannique contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada et des fabricants d'appareils sans fil. Le recours collectif a trait aux effets néfastes allégués sur la santé subis par des utilisateurs d'appareils cellulaires de longue date. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement d'un montant égal aux produits réalisés par les défendeurs pouvant raisonnablement être attribués à la vente de téléphones cellulaires au Canada. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

### **Issue des procédures**

L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. Il nous est impossible de prédire l'issue ou l'ampleur des réclamations en raison de divers facteurs et incertitudes liés aux procédures judiciaires. À la lumière de l'information dont nous disposons actuellement, nous sommes d'avis qu'il n'est pas probable que le règlement final de l'une ou l'autre de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable significative sur nos activités, nos résultats financiers ou notre situation financière. S'il devient probable que la Société sera tenue responsable des réclamations déposées contre elle, nous comptabiliserons une provision dans la période au cours de laquelle le changement de probabilité surviendrait; une telle provision pourrait être significative en regard de nos états consolidés du résultat net ou de nos états consolidés de la situation financière.

## Estimations et méthodes comptables critiques

Notre rapport de gestion annuel de 2015, ainsi que nos états financiers consolidés audités annuels de 2015 et les notes y afférentes présentent une analyse des estimations et méthodes comptables qui sont critiques pour l'appréciation de nos activités commerciales et de nos résultats opérationnels.

### Nouvelles prises de position en comptabilité adoptées en 2016

Nous avons adopté les nouvelles normes comptables et les modifications de normes suivantes; elles sont en vigueur pour nos états financiers consolidés intermédiaires et annuels ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. Ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur nos résultats financiers.

- Modifications de l'IAS 16, *Immobilisations corporelles*, et de l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*
- Modifications de l'IFRS 11, *Partenariats*

### Récents prises de position en comptabilité n'ayant pas encore été adoptées

Nous sommes tenus d'adopter les normes comptables nouvelles ou révisées suivantes au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2016 ou par la suite. La Société a entrepris d'évaluer l'incidence des normes nouvelles ou révisées sur ses prochains états financiers consolidés intermédiaires et annuels.

- IFRS 9, *Instruments financiers* (entrée en vigueur : le 1<sup>er</sup> janvier 2018)
- IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (entrée en vigueur : le 1<sup>er</sup> janvier 2018)
- IFRS 16, *Contrats de location* (entrée en vigueur : le 1<sup>er</sup> janvier 2019)

Nous n'avons pas encore adopté certaines autres normes, interprétations et modifications comptables qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore en vigueur. Il y a lieu de se reporter à nos états financiers consolidés audités annuels de 2015 et aux notes y afférentes pour de plus amples renseignements.

### Transactions entre parties liées

Nous avons conclu des transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants siègent au conseil d'administration de RCI. Ces administrateurs sont :

- le président du conseil non membre de la direction d'un cabinet d'avocats qui offre une portion de nos services juridiques;
- le président du conseil d'une entreprise qui offre des services d'impression à la Société;
- le président du conseil et chef de la direction d'une société à laquelle la Société verse des commissions sur les primes d'assurance (il a cessé d'être une partie liée depuis avril 2015).

Ces transactions sont inscrites au montant convenu par les parties liées et sont examinées par le comité d'audit et de risque. Les montants exigibles pour ces services ne sont pas garantis, ne portent pas intérêt et leur paiement est exigible en trésorerie dans le mois suivant la date de transaction. Les activités menées par les parties liées relativement aux transactions susmentionnées se résument comme suit :

(en millions de dollars)	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes	
	2016	2015	2016	2015
Paiements au titre de services d'impression et de services juridiques et commissions versées sur les primes d'assurance	7	7	18	24

La Société a également conclu certaines transactions avec son actionnaire détenant le contrôle et avec les sociétés qu'il contrôle. Ces transactions sont assujetties à des ententes officielles approuvées par le comité d'audit et de risque. Le total des montants versés à ces parties liées rend généralement compte de charges imputées à Rogers relativement à l'utilisation commerciale occasionnelle d'un aéronef, déduction faite d'autres services administratifs, et a été inférieur à 1 million de dollars pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2016 et 2015.

## **Contrôles et procédures**

Aucun changement n'est survenu dans les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du trimestre à l'étude qui aurait eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.

## **Caractère saisonnier**

Nos résultats opérationnels varient généralement d'un trimestre à l'autre en raison notamment des changements de conjoncture économique et des fluctuations saisonnières touchant chacun de nos secteurs à présenter. Cela signifie que les résultats d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'un trimestre ultérieur. Les activités de Sans-fil, de Cable et de Media comportent des aspects saisonniers, ainsi que certaines tendances historiques, qui leur sont propres. Pour en savoir davantage sur les tendances saisonnières de nos secteurs à présenter, il y a lieu de se reporter au rapport de gestion annuel de 2015 de la Société.

## **Prévisions financières**

Nous n'avons apporté aucune modification aux fourchettes prévisionnelles consolidées en ce qui a trait aux produits, au résultat d'exploitation ajusté, aux flux de trésorerie disponibles et aux entrées d'immobilisations corporelles qui ont été présentées le 27 janvier 2016. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs » paraissant dans le présent rapport de gestion et dans le rapport de gestion annuel de 2015. Le résultat d'exploitation ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

## **Indicateurs clés de performance**

Nous mesurons le succès de notre stratégie à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs clés de performance, qui sont définis et analysés dans notre rapport de gestion annuel de 2015 et dans le rapport de gestion. Nous estimons que ces indicateurs clés de performance nous permettent de mesurer adéquatement notre performance par rapport à notre stratégie opérationnelle, de même que par rapport aux résultats de nos pairs et de nos concurrents. Ces indicateurs ne sont pas des mesures conformes aux IFRS et ne doivent pas être considérés comme des substituts au bénéfice net ni à tout autre indicateur de performance conforme aux IFRS. Ils comprennent les éléments suivants :

- les nombres d'abonnés;
- les taux d'attrition des abonnés;
- les produits moyens par compte (PMPC) des services facturés;
- les produits moyens par abonné (PMPA) mixtes;
- l'intensité du capital.



## Mesures non conformes aux PCGR

Nous utilisons les mesures non conformes aux PCGR suivantes, qui sont revues périodiquement par la direction et le conseil, pour évaluer notre performance et prendre des décisions au sujet de nos activités courantes et de notre capacité à générer des flux de trésorerie. Ces mesures, en totalité ou en partie, peuvent également être utilisées par les investisseurs, les institutions prêteuses et les agences de notation à titre d'indicateurs de notre performance opérationnelle, de notre capacité à contracter ou à rembourser des emprunts et à titre de mesures d'évaluation des entreprises œuvrant dans le secteur des télécommunications. Ces mesures ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine.

Mesure non conforme aux PCGR	Raison de son utilisation	Calcul	Mesure financière la plus comparable en IFRS
Résultat d'exploitation ajusté  Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour évaluer la performance de nos activités et pour prendre des décisions à l'égard des activités courantes de l'entreprise et de notre capacité à générer des flux de trésorerie.</li> <li>Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent le résultat d'exploitation ajusté pour mesurer notre capacité à rembourser nos emprunts et à honorer nos autres obligations de paiement.</li> <li>Nous l'utilisons également à titre de composante du calcul de la rémunération incitative à court terme de tous les membres du personnel de direction.</li> </ul>	<p>Résultat d'exploitation ajusté :</p> <p>Bénéfice net Plus (moins) les éléments suivants impôt sur le résultat, autres charges (produits), charges financières, frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, rémunération fondée sur des actions et dépréciation d'actifs</p> <p>Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée :</p> <p>Résultat d'exploitation ajusté Divisé par l'élément suivant produits (produits tirés des services de Sans-fil)</p>	Bénéfice net
Résultat net ajusté  Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour évaluer la performance de nos activités compte tenu de l'incidence des éléments indiqués puisque ceux-ci nuisent à la comparabilité de nos résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances relatives à la performance de nos activités. Exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils ne sont pas récurrents.</li> </ul>	<p>Résultat net ajusté :</p> <p>Bénéfice net Plus (moins) les éléments suivants rémunération fondée sur des actions, frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, dépréciation d'actifs, perte (profit) sur la vente ou la liquidation de placements, (profit) sur les acquisitions, perte liée aux obligations d'achat liées à la participation ne donnant pas le contrôle, perte liée aux remboursements sur la dette à long terme et ajustements d'impôt sur le résultat liés à ces éléments, y compris les ajustements liés aux modifications législatives</p> <p>Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté :</p> <p>Résultat net ajusté Divisé par l'élément suivant nombre moyen pondéré d'actions en circulation, avant et après dilution</p>	Bénéfice net  Bénéfice de base et dilué par action
Flux de trésorerie disponibles	<ul style="list-style-type: none"> <li>Indicateur important de notre solidité et de notre performance financières puisqu'il fait état du montant en trésorerie disponible aux fins de remboursement de la dette ou de réinvestissement dans l'entreprise.</li> <li>Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents.</li> </ul>	<p>Résultat d'exploitation ajusté Moins les éléments suivants entrées d'immobilisations corporelles, intérêts sur les emprunts déduction faite des intérêts inscrits à l'actif et impôt sur le résultat en trésorerie</p>	Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles
Dette nette ajustée	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions en lien avec la structure du capital.</li> <li>Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de notre entreprise et à évaluer notre endettement.</li> </ul>	<p>Total de la dette à long terme Plus (moins) les éléments suivants partie courante de la dette à long terme, coûts de transaction différés et escomptes, (actifs) passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, ajustement lié au risque de crédit relativement à la position nette au titre des dérivés liés à la dette, avances bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie) et emprunts à court terme</p>	Dette à long terme
Ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital.</li> <li>Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de notre entreprise et à évaluer notre endettement.</li> </ul>	<p>Dette nette ajustée (selon la définition fournie ci-dessus) Divisée par l'élément suivant résultat d'exploitation ajusté des 12 derniers mois (selon la définition fournie ci-dessus)</p>	Dette à long terme divisée par le bénéfice net

## Rapprochement du résultat d'exploitation ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Bénéfice net	<b>220</b>	464	<b>862</b>	1 082
Ajouter (déduire) :				
Impôt sur le résultat	<b>109</b>	124	<b>311</b>	354
Autres charges (produits)	<b>220</b>	(59)	<b>195</b>	(36)
Charges financières	<b>188</b>	190	<b>573</b>	582
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	<b>55</b>	37	<b>126</b>	88
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	<b>575</b>	576	<b>1 721</b>	1 697
Rémunération fondée sur des actions	<b>18</b>	13	<b>45</b>	39
Résultat d'exploitation ajusté	<b>1 385</b>	1 345	<b>3 833</b>	3 806

## Rapprochement de la marge bénéficiaire opérationnelle ajustée

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée				
Résultat d'exploitation ajusté	<b>1 385</b>	1 345	<b>3 833</b>	3 806
Diviser par : Total des produits	<b>3 492</b>	3 384	<b>10 192</b>	9 962
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	<b>39,7 %</b>	39,7 %	<b>37,6 %</b>	38,2 %

## Rapprochement du résultat net ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Bénéfice net	<b>220</b>	464	<b>862</b>	1 082
Ajouter (déduire) :				
Rémunération fondée sur des actions	<b>18</b>	13	<b>45</b>	39
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	<b>55</b>	37	<b>126</b>	88
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	–	–	–	7
Perte nette sur les dessaisissements liés aux placements	<b>50</b>	–	<b>11</b>	–
Profit sur l'acquisition de Mobilicity	–	(102)	–	(102)
Perte liée à une obligation d'achat liée à la participation ne donnant pas le contrôle	–	72	–	72
Perte sur la liquidation de shomi	<b>140</b>	–	<b>140</b>	–
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	<b>(56)</b>	(12)	<b>(70)</b>	(33)
Ajustement fiscal, modification des lois fiscales	–	–	<b>3</b>	6
Résultat net ajusté	<b>427</b>	472	<b>1 117</b>	1 159

### Rapprochement du résultat par action ajusté

(en millions de dollars, sauf les montants par action; nombre d'actions en circulation en millions)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Résultat par action de base ajusté :				
Résultat net ajusté	427	472	1 117	1 159
Diviser par :				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	515	515	515	515
Résultat par action de base ajusté	0,83 \$	0,92 \$	2,17 \$	2,25 \$
Résultat par action dilué ajusté :				
Résultat net ajusté	427	472	1 117	1 159
Diviser par :				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution	517	517	517	517
Résultat par action dilué ajusté	0,83 \$	0,91 \$	2,16 \$	2,24 \$

### Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 185	1 456	2 904	2 797
Ajouter (déduire) :				
Entrées d'immobilisations corporelles	(549)	(571)	(1 748)	(1 667)
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	(179)	(180)	(558)	(547)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	55	37	126	88
Intérêts payés	240	234	632	638
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(117)	(279)	(32)	115
Autres ajustements	(37)	(37)	(11)	(22)
Flux de trésorerie disponibles	598	660	1 313	1 402

## Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté

(en millions de dollars)	Au 30 septembre <b>2016</b>	Au 31 décembre 2015
Partie courante de la dette à long terme	<b>750</b>	1 000
Dette à long terme	<b>15 177</b>	15 870
Coûts de transaction différés et escomptes	<b>103</b>	111
	<b>16 030</b>	16 981
Ajouter (déduire) :		
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	<b>(1 753)</b>	(2 028)
Ajustement lié au risque de crédit relativement à la position nette au titre des dérivés liés à la dette représentant un actif	<b>(76)</b>	(152)
Emprunts à court terme	<b>1 050</b>	800
Avances bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie)	<b>11</b>	(11)
Dette nette ajustée	<b>15 262</b>	15 590

  

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au 30 septembre <b>2016</b>	Au 31 décembre 2015
Ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté		
Dette nette ajustée	<b>15 262</b>	15 590
Diviser par : Résultat d'exploitation ajusté des 12 derniers mois	<b>5 059</b>	5 032
Ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté	<b>3,0</b>	3,1

## Information complémentaire

### Résultats financiers consolidés - sommaire trimestriel

Le tableau ci-après présente nos résultats consolidés pour les huit derniers trimestres.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2016			2015				2014
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
<b>Produits</b>								
Sans-fil	<b>2 037</b>	1 931	1 890	1 981	1 973	1 903	1 794	1 898
Cable	<b>865</b>	870	856	855	871	869	870	871
Solutions d'Affaires	<b>95</b>	97	96	95	94	94	94	97
Media	<b>533</b>	615	448	560	473	582	464	544
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	<b>(38)</b>	(58)	(45)	(39)	(27)	(45)	(47)	(44)
<b>Total des produits</b>	<b>3 492</b>	3 455	3 245	3 452	3 384	3 403	3 175	3 366
<b>Résultat d'exploitation ajusté</b>								
Sans-fil	<b>884</b>	846	763	754	879	841	765	725
Cable	<b>431</b>	415	393	426	416	414	402	424
Solutions d'Affaires	<b>31</b>	31	31	30	31	27	28	34
Media	<b>79</b>	90	(49)	56	58	90	(32)	78
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	<b>(40)</b>	(35)	(37)	(40)	(39)	(35)	(39)	(28)
<b>Résultat d'exploitation ajusté<sup>1</sup></b>	<b>1 385</b>	1 347	1 101	1 226	1 345	1 337	1 124	1 233
<b>Déduire (ajouter) :</b>								
Rémunération fondée sur des actions	<b>18</b>	15	12	16	13	14	12	12
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	<b>575</b>	572	574	580	576	562	559	560
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	<b>55</b>	27	44	23	37	42	9	43
Charges financières	<b>188</b>	189	196	192	190	182	210	202
Autres charges (produits)	<b>220</b>	9	(34)	4	(59)	26	(3)	(10)
<b>Bénéfice net avant impôt sur le résultat</b>	<b>329</b>	535	309	411	588	511	337	426
Impôt sur le résultat	<b>109</b>	141	61	112	124	148	82	129
<b>Bénéfice net</b>	<b>220</b>	394	248	299	464	363	255	297
<b>Bénéfice par action</b>								
De base	<b>0,43 \$</b>	0,77 \$	0,48 \$	0,58 \$	0,90 \$	0,70 \$	0,50 \$	0,58 \$
Dilué	<b>0,43 \$</b>	0,76 \$	0,48 \$	0,58 \$	0,90 \$	0,70 \$	0,48 \$	0,57 \$
<b>Bénéfice net</b>	<b>220</b>	394	248	299	464	363	255	297
<b>Ajouter (déduire) :</b>								
Rémunération fondée sur des actions	<b>18</b>	15	12	16	13	14	12	12
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	<b>55</b>	27	44	23	37	42	9	43
Profit sur l'acquisition de Mobility	<b>-</b>	-	-	-	(102)	-	-	-
Perte liée à une obligation d'achat liée à la participation ne donnant pas le contrôle	<b>-</b>	-	-	-	72	-	-	-
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	<b>-</b>	-	-	-	-	-	7	-
Perte sur la liquidation de shomi	<b>140</b>	-	-	-	-	-	-	-
Perte nette sur les dessaisissements liés aux placements	<b>50</b>	-	(39)	-	-	-	-	-
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	<b>(56)</b>	(9)	(5)	(7)	(12)	(13)	(8)	(11)
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	<b>-</b>	-	3	-	-	6	-	14
<b>Résultat net ajusté<sup>1</sup></b>	<b>427</b>	427	263	331	472	412	275	355
<b>Résultat par action ajusté<sup>1</sup></b>								
De base	<b>0,83 \$</b>	0,83 \$	0,51 \$	0,64 \$	0,92 \$	0,80 \$	0,53 \$	0,69 \$
Dilué	<b>0,83 \$</b>	0,83 \$	0,51 \$	0,64 \$	0,91 \$	0,80 \$	0,53 \$	0,69 \$
<b>Entrées d'immobilisations corporelles</b>	<b>549</b>	647	552	773	571	621	475	664
<b>Flux de trésorerie disponibles<sup>1</sup></b>	<b>598</b>	495	220	274	660	476	266	275
<b>Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles</b>	<b>1 185</b>	1 121	598	950	1 456	1 114	227	1 031

<sup>1</sup> Le résultat d'exploitation ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action de base ajusté et dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

## Sommaire de l'information financière du garant de la dette à long terme

Nos titres d'emprunt publics en circulation, nos facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de 3,6 milliards de dollars et nos dérivés sont des obligations non garanties de RCI, en sa qualité de débiteur, et de RCCI, en sa qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas.

Le tableau qui suit fournit un sommaire des principales données financières consolidées non auditées de RCI pour les périodes indiquées et inclut des colonnes distinctes pour : i) RCI, ii) RCCI, iii) les filiales non garanties, sur une base combinée, iv) les ajustements de consolidation et v) les totaux consolidés.

Trimestres clos les		RCI 1.2		RCCI 1.2.3.4		Filiales non garanties 1.2.4		Ajustements de consolidation 1.2		Totaux	
30 septembre (non audité)		2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
(en millions de dollars)											
Données tirées de l'état du résultat net											
Produits		<b>1</b>	7	<b>3 001</b>	2 936	<b>537</b>	478	<b>(47)</b>	(37)	<b>3 492</b>	3 384
Bénéfice net (perte nette)		<b>220</b>	464	<b>296</b>	489	<b>178</b>	337	<b>(474)</b>	(826)	<b>220</b>	464
Périodes de neuf mois closes les											
30 septembre (non audité)		RCI 1.2		RCCI 1.2.3.4		Filiales non garanties 1.2.4		Ajustements de consolidation 1.2		Totaux	
(en millions de dollars)		2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Données tirées de l'état du résultat net											
Produits		<b>8</b>	19	<b>8 741</b>	8 554	<b>1 609</b>	1 536	<b>(166)</b>	(147)	<b>10 192</b>	9 962
Bénéfice net (perte nette)		<b>862</b>	1 082	<b>747</b>	1 197	<b>676</b>	816	<b>(1 423)</b>	(2 013)	<b>862</b>	1 082
À la clôture de la période											
(non audité)		RCI 1.2		RCCI 1.2.3.4		Filiales non garanties 1.2.4		Ajustements de consolidation 1.2		Totaux	
(en millions de dollars)		30 sept.	31 déc.	30 sept.	31 déc.	30 sept.	31 déc.	30 sept.	31 déc.	30 sept.	31 déc.
		2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Données tirées de l'état de la situation financière											
Actifs courants		<b>23 686</b>	23 891	<b>20 440</b>	19 322	<b>8 791</b>	8 331	<b>(50 307)</b>	(48 922)	<b>2 610</b>	2 622
Actifs non courants		<b>28 691</b>	27 270	<b>38 926</b>	36 862	<b>5 809</b>	8 236	<b>(47 214)</b>	(45 815)	<b>26 212</b>	26 553
Passifs courants		<b>25 962</b>	24 024	<b>26 389</b>	25 951	<b>4 886</b>	5 609	<b>(51 950)</b>	(50 567)	<b>5 287</b>	5 017
Passifs non courants		<b>17 096</b>	17 928	<b>1 922</b>	1 655	<b>71</b>	259	<b>(1 375)</b>	(1 429)	<b>17 714</b>	18 413

<sup>1</sup> Aux fins du tableau ci-dessus, les placements dans des filiales sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

<sup>2</sup> Les montants présentés au titre des passifs courants et des passifs non courants de RCCI n'incluent pas les obligations découlant du fait d'agir en qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas, de la dette à long terme de RCI.

<sup>3</sup> Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, Fido Solutions Inc., filiale de RCI, a transféré sa participation dans RCP à Rogers Cable and Data Centres Inc. (« RCDCI »), filiale de RCI, ce qui a fait de RCDCI le seul détenteur de RCP, cette dernière cessant de ce fait d'exister (la « dissolution »). RCDCI est devenue seule propriétaire des actifs précédemment détenus par RCP, dont elle a également repris tous les passifs. Après cette réorganisation, RCDCI a pris le nom de Rogers Communications Canada Inc. (« RCCI »).

<sup>4</sup> L'information financière de RCCI et de nos filiales non garanties au 31 décembre 2015 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2015 est présentée sur une base pro forma comme si la dissolution de RCP avait eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

## À propos des énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient de l'information prospective et des énoncés prospectifs, au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (ensemble, les « énoncés prospectifs »), et des hypothèses concernant, notamment, les activités, les activités opérationnelles ainsi que la performance et la situation financières de la Société, qui ont été approuvées par la direction à la date du présent rapport de gestion. Ces énoncés prospectifs et hypothèses comprennent, notamment, des énoncés sur les objectifs de la Société et ses stratégies pour les atteindre ainsi que des énoncés sur ses opinions, plans, attentes, prévisions, estimations ou intentions.

### Énoncés prospectifs

- incluent habituellement des termes comme « prévoir », « supposer », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « projeter », « objectifs », « perspectives » et d'autres expressions semblables et l'utilisation du futur et du conditionnel, mais ne contiennent pas tous nécessairement ces termes et expressions;
- comprennent les conclusions, prévisions et projections fondées sur nos objectifs et stratégies actuels ainsi que sur des estimations, attentes, hypothèses et autres facteurs, dont la plupart sont de nature confidentielle et exclusive, que nous jugions raisonnables au moment de leur utilisation, mais qui pourraient se révéler incorrects;
- ont été approuvés par la direction de la Société à la date du présent rapport de gestion.

Nos énoncés prospectifs comprennent des prévisions et des projections liées aux éléments suivants, notamment :

- les produits;
- le résultat d'exploitation ajusté;
- les entrées d'immobilisations corporelles;
- les paiements d'impôt en trésorerie;
- les flux de trésorerie disponibles;
- les paiements de dividendes;
- la croissance des nouveaux produits et services;
- la croissance prévue du nombre d'abonnés et des services auxquels ils s'abonnent;
- le coût d'acquisition et de fidélisation des abonnés et de déploiement de nouveaux services;
- les réductions de coûts et les gains en efficacité continue;
- tous les autres énoncés qui ne relèvent pas de faits passés.

Nos conclusions, prévisions et projections sont fondées sur les facteurs suivants, notamment :

- les taux de croissance générale de l'économie et du secteur;
- les cours de change et les taux d'intérêt;
- les niveaux de tarification des produits et l'intensité de la concurrence;
- la croissance du nombre d'abonnés;
- les prix et les taux d'utilisation et d'attrition;
- l'évolution de la réglementation gouvernementale;
- le déploiement de la technologie;
- la disponibilité des appareils;
- le calendrier de lancement des nouveaux produits;
- le coût du contenu et du matériel;
- l'intégration des acquisitions;
- la structure et la stabilité du secteur.

À moins d'indication contraire, le présent rapport de gestion et les énoncés prospectifs de la Société ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être envisagés ou annoncés ou qui pourraient survenir après la date à laquelle les énoncés prospectifs sont formulés.

### Risques et incertitudes

Les événements et résultats réels pourraient différer sensiblement de ceux exprimés explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs en raison des risques, incertitudes et autres facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et qui comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- la modification de la réglementation;
- l'évolution technologique;
- la conjoncture économique;
- les variations imprévues des coûts de matériel ou de contenu;
- l'évolution de la conjoncture dans les secteurs du divertissement, de l'information et des communications;
- l'intégration des acquisitions;
- les litiges et les questions fiscales;
- l'intensité de la concurrence;
- l'émergence de nouvelles occasions d'affaires;
- les nouvelles normes comptables et les nouvelles interprétations des organismes de normalisation comptable.

Ces facteurs peuvent également avoir une incidence sur nos objectifs, nos stratégies et nos intentions. Un grand nombre de ces facteurs est indépendant de notre volonté ou de nos attentes ou connaissances actuelles. Par conséquent, si ces risques, incertitudes ou autres facteurs se concrétisaient, si les objectifs, stratégies ou intentions actuels de la Société changeaient ou si les autres facteurs ou hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs se révélaient incorrects, les résultats réels et nos plans pourraient différer considérablement des prévisions courantes.

Par conséquent, les investisseurs doivent faire preuve de prudence à l'égard des énoncés prospectifs et il serait déraisonnable de leur part de se fier indûment à ces énoncés en croyant qu'ils leur confèrent quelque droit établi que ce soit en ce qui concerne nos résultats ou plans futurs. La Société n'est nullement tenue (et rejette expressément une telle obligation) de mettre à jour ou de modifier les énoncés contenant des informations prospectives, les facteurs ou hypothèses sous-jacents à ces énoncés, que ce soit en raison de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, sauf si la loi l'exige. Tous les énoncés prospectifs paraissant dans le présent rapport de gestion sont assujettis à cette mise en garde.

#### **Avant de prendre une décision d'investissement**

Avant de prendre toute décision d'investissement et pour une analyse détaillée des risques, des incertitudes et du contexte liés aux activités de la Société, il y a lieu de revoir attentivement les rubriques du présent rapport de gestion intitulées « Mise à jour sur les risques et les incertitudes » et « Évolution de la réglementation » et celles du rapport de gestion annuel de 2015 intitulées « Réglementation de notre secteur » et « Gouvernance et gestion des risques », ainsi que les divers documents que nous avons déposés auprès des autorités de réglementation canadiennes et américaines, disponibles sur les sites Web [sedar.com](http://sedar.com) et [sec.gov](http://sec.gov), respectivement. L'information obtenue sur le site Web de la Société ou liée à celui-ci ne fait pas partie du présent rapport de gestion et n'y est pas intégrée.

###